



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada



Évaluation

Programme Metropolis

Initiative conjointe de Citoyenneté et
Immigration Canada et du Conseil de
recherches en sciences humaines
du Canada

Automne 2000

Table des matières

Résumé	1
Description	
Historique	3
Objectifs	3
Budget	3
Administration	4
Programmes de recherche des centres Metropolis	5
Évaluation	
Phase 1 : Évaluation d'étape effectuée par les pairs	6
Points saillants de l'évaluation	6
Importance des centres	6
Partenariats et pertinence quant aux politiques	7
Formation	7
Conclusion	7
Phase 2 : Évaluation stratégique globale	8
Approche et méthode	8
Objectifs de l'évaluation	8
Résumé	9
Conclusion	12
Annexes	
1. Sommaire du programme Metropolis — Réunion des partenaires fédéraux	13
2. Évaluation stratégique du programme Metropolis — Réunion des directeurs des centres	16
3. Réunion de l'équipe du projet — Sommaire à la direction	21
4. Résultats de recherche dont les centres ont fait état	25
5. Gestionnaires des centres Metropolis	41
6. Membres du comité directeur de l'évaluation	44
7. Membres des équipes chargés de visiter les lieux dans le cadre des examens d'étape	46

Résumé

Le programme Metropolis a été créé en 1995 dans le cadre du programme des Initiatives conjointes du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). Il appuie quatre centres universitaires de recherche sur l'immigration et l'intégration. Le programme est financé par le CRSH et un consortium de sept ministères et organismes fédéraux dont le chef de file est Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Les quatre centres recevront la somme de 8 millions de dollars répartis sur six ans entre 1996 et 2002. À la création du programme, il a été stipulé qu'une évaluation du progrès des centres serait effectuée après trois ans et une évaluation des réalisations totales du programme serait faite plus tard.

En 1999, quatre comités de spécialistes ont effectué l'évaluation scientifique d'étape de chacun des centres. Les comités étaient unanimes pour déclarer que les centres avaient fait des progrès significatifs dans l'atteinte de leurs objectifs et de ceux du programme. Ils ont constaté que les centres Metropolis constituaient un concept canadien unique sans équivalent international. Les centres regroupent plus de 250 organismes communautaires et ont plus de 240 projets en cours, auxquels près de 300 chercheurs participent. Ils pourvoient aussi environ 400 étudiants d'un emploi et d'une formation qui a donné lieu à 115 thèses de maîtrise et de doctorat. Cependant, les comités ont également remarqué que les liens des centres avec leurs partenaires financiers fédéraux devaient être renforcés.

En s'appuyant sur cette évaluation d'étape exhaustive, le comité directeur de l'évaluation de Metropolis a décidé de délaiss

tion traditionnelle du programme et de se concentrer en échange sur l'évaluation stratégique. Pour ce faire, il mettra l'accent sur l'ensemble des résultats et des réalisations du programme par rapport à ses objectifs. À cette fin, le comité directeur a envoyé un questionnaire aux partenaires financiers fédéraux pour connaître leurs opinions sur le programme. Ceci a été suivi par trois groupes de discussion. Le premier rassemblait les représentants de tous les partenaires financiers, le deuxième rassemblait les directeurs des quatre centres et des chercheurs et finalement, le troisième rassemblait le personnel de l'équipe qui administre le Programme.

L'évaluation a montré que le programme Metropolis contribue à une connaissance significative, nouvelle et utile sur le thème de l'immigration et de l'intégration. Les projets de recherche du programme, élaborés en collaboration avec les partenaires de la communauté, présentent des informations et des outils appropriés au développement et à l'évaluation des politiques et à l'amélioration des services. Cependant, il est nécessaire de consolider les liens avec les partenaires financiers fédéraux pour augmenter l'importance de la recherche sur le plan national.

L'évaluation a également montré que les centres offrent une formation multidisciplinaire orientée sur l'élaboration des politiques communautaires, qu'ils contribuent grandement à la diffusion des résultats de recherche vers des publics cibles et qu'ils offrent des conseils éclairés dans les débats publics portant sur l'immigration. Les auteurs de l'évaluation ont remarqué que la portée et la diversité de

l'engagement communautaire envers les centres étaient très importantes.

Les centres renforcent actuellement leurs stratégies respectives et s'orientent vers des études comparatives nationales afin de contribuer de façon stratégique à l'élaboration des politiques. Ce changement devrait bien évidemment déboucher sur une plus grande capacité à entreprendre des études comparatives internationales. L'équipe du projet pourrait continuer à jouer un rôle actif dans la consolidation des liens entre les centres et leurs partenaires fédéraux et dans le développement de la capacité d'études comparatives nationales et internationales.

Description

HISTORIQUE

Le programme Metropolis a été créé en 1995 dans le cadre du programme des Initiatives conjointes du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH). Il contribue au succès de quatre centres universitaires de recherche sur l'immigration et l'intégration. Le programme est financé par une subvention de 8 millions de dollars répartis sur six ans provenant du CRSH et d'un consortium de sept ministères et organismes fédéraux, dont le chef de file est Citoyenneté et Immigration Canada (CIC). Les autres ministères participants sont : la Société canadienne d'hypothèque et de logement, Patrimoine Canada, Santé Canada, Développement des ressources humaines Canada (DRHC), Solliciteur général Canada et Condition féminine Canada.

L'objectif final du programme est d'améliorer les politiques sur la gestion de l'immigration et de la diversité. Pour ce faire, le programme compte accroître la capacité de recherche des universités, centrer la recherche sur des questions cruciales relatives à l'élaboration des politiques et aux choix d'orientation de ces politiques, et créer des outils pour faciliter l'utilisation de la recherche dans le processus de prise de décision.

BUDGET

Le budget total pour l'initiative conjointe du programme Metropolis est de 8 millions de dollars, répartis sur une période de six ans

Objectifs

- Promouvoir une recherche multidisciplinaire et novatrice portant sur l'immigration et l'intégration au Canada. En mettant l'accent sur les domaines les plus pertinents pour l'élaboration de politiques et de programmes et la prestation de services dans divers secteurs.
- Concevoir des modèles de recherche multidisciplinaires et de nouvelles approches méthodologiques destinées à l'étude des questions d'immigration et d'intégration.
- Encourager, dans une perspective nationale et internationale, la recherche comparative qui pourrait améliorer l'ensemble de nos connaissances en la matière et contribuer ainsi au choix avisé de nos orientations stratégiques en matière de politique.
- Promouvoir une collaboration soutenue parmi les chercheurs universitaires, les responsables de l'élaboration des politiques, les entreprises et organisations syndicales, les fondations, les organismes de la communauté, les intervenants et autres parties intéressées à effectuer de la recherche portant sur des questions contemporaines d'intérêt commun.
- Offrir aux étudiants des possibilités de formation en recherche et pousser les étudiants des cycles supérieurs et les chercheurs en début de carrière à effectuer des recherches sur l'immigration.
- Assurer une large diffusion des résultats des recherches auprès des responsables de l'élaboration des politiques, des intervenants, des organismes de la communauté et du public général.

(1996-2002). La contribution du CRSH est de 3 millions de dollars, soit l'octroi de 500 000 \$ par année.

Chaque centre reçoit une subvention de 340 000 \$ par année pendant six ans. Cette subvention finance la recherche et couvre les coûts liés à l'administration et à la gestion. En plus de ce soutien fédéral principal, les centres bénéficient de l'aide financière de certains ministères fédéraux et provinciaux, d'organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé pour les aider dans des études et rapports particuliers.

ADMINISTRATION

Le programme Metropolis a un système d'administration à trois niveaux. Au niveau **fédéral**, se trouvent :

- Le *Comité de direction interministériel* chargé de l'ensemble des directives stratégiques;
- Le *Comité de travail interministériel (CTI)* encourageant le partage des informations sur le programme de recherche et la politique entre les centres, au sein du gouvernement fédéral et avec les autres paliers du gouvernement du Canada;
- L'*Équipe du projet* (basé à CIC), tenant le rôle de coordinateur pour les centres et les bailleurs de fonds, faisant connaître le programme au Canada et dans le reste du monde et agissant à titre de secrétaire des deux comités susmentionnés.

Centres Metropolis

- Centre de recherche interuniversitaire de Montréal sur l'immigration, l'intégration et la dynamique urbaine;
- Centre d'excellence conjoint de Toronto pour la recherche en immigration et en intégration (CERIS);
- Centre d'excellence des Prairies pour la recherche en immigration et en intégration - Edmonton;
- Centre d'excellence de Vancouver pour la recherche en immigration et en intégration dans les métropoles (RIIM).

Au niveau **international**, un *Comité directeur international* fournit des directives stratégiques générales à l'intention de la composante internationale du programme. Cette composante a un financement distinct et regroupe les responsables de l'élaboration de politiques et les chercheurs de plus de 20 pays différents. L'activité principale de ce comité est d'organiser une conférence annuelle qui sert de forum aux représentants des gouvernements étrangers et aux universitaires les plus éminents qui partagent leurs préoccupations au cours de séminaires portant sur la recherche stratégique comparative. Citoyenneté et Immigration Canada et l'université d'Amsterdam coprésident actuellement le Comité directeur international.

Au niveau des **centres**, un groupe de représentants fédéraux, provinciaux, municipaux, du secteur privé et des organismes

non gouvernementaux, fait partie des conseils d'administration et des comités de recherche, de gestion et de consultation, et apporte des directives stratégiques.

Les centres travaillent en collaboration avec 15 universités et plusieurs centaines de chercheurs affiliés, boursiers de recherches postdoctorales et étudiants des cycles supérieurs. Ils travaillent également avec des centaines de partenaires communautaires dans un environnement d'institutions et de disciplines multiples de recherche concertée.

Programmes de recherche

Chaque centre a établi un plan de recherche initial reflétant les points forts de leurs communautés respectives. Ces plans ont évolué avec le temps selon la participation des partenaires de façon à exprimer les priorités et les problèmes naissants liés à l'immigration. Une grande partie des subventions des centres est destinée spécifiquement au financement de projets de recherche et de diffusion, ce qui traduit les intérêts de recherche des universitaires qui prennent part aux activités des centres et s'intéressent aux besoins des partenaires communautaires. Souvent, le financement du CRSH est utilisé pour équilibrer les autres sources de financement. Ces projets sont sélectionnés à la suite d'une évaluation effectuée par les pairs dans les centres même.

Les centres ont cerné des domaines spécifiques dans lesquels ils concentrent leurs investissements en recherche. Ces domaines comprennent les aspects économiques, sociaux, scolaires, de même que le logement, la santé et la citoyenneté. Ils comprennent aussi les aspects liés à la vie politique et à l'élaboration des politiques publiques. La justice est un domaine de recherche en cours d'élaboration.

Évaluation

PHASE 1 : ÉVALUATION D'ÉTAPE EFFECTUÉE PAR LES PAIRS

Les lignes directrices initiales du programme et les conditions d'octroi des subventions de Metropolis stipulaient qu'une évaluation scientifique exhaustive des progrès effectués par les centres devait être faite au cours de la troisième année de la période de subvention. Les principaux buts de cette évaluation étaient d'étudier les progrès de chacun des centres dans l'atteinte de leurs objectifs et de reconnaître leurs contributions à l'ensemble des objectifs du programme Metropolis au cours des trois premières années de financement. L'évaluation a été menée au printemps 1999 par le CRSH.

Chaque centre a soumis un rapport détaillé de ses progrès, incluant des informations complètes concernant ses réalisations, ses activités clés, ses recherches en cours, ses partenariats et ses liens (avec les chercheurs et utilisateurs), sa collaboration internationale, la formation accordée aux étudiants et ses activités de communication et de transfert des connaissances.

Pour chacun des centres, le CRSH a mis sur pied un comité d'évaluation constitué de quatre membres, dont au moins un spécialiste international. Chaque comité avait pour mandat de faire une évaluation générale des progrès du centre auquel il était assigné. Les comités devaient également souligner les forces et les faiblesses des centres et, si

nécessaire, offrir des conseils pour l'amélioration du programme de recherche proposé, des activités ou de la structure des centres. En juin 1999, chaque comité a visité son centre respectif pendant deux jours et rencontré les chercheurs, les partenaires, les étudiants et les administrateurs universitaires afin d'évaluer les progrès effectués dans les domaines suivants :

- qualité et rendement de la recherche,
- efficacité des partenariats et de la collaboration,
- efficacité de la gestion de la recherche et des communications.

Points saillants de l'évaluation

Importance des centres

Les comités ont été agréablement surpris par les progrès accomplis au cours de la courte période d'existence du programme. L'étendue des activités dans laquelle les centres sont engagés et les efforts effectués pour relier la recherche universitaire à l'élaboration et à l'analyse des politiques sont considérés comme un concept canadien unique. Il n'existe nulle part ailleurs dans le monde de programme comparable à celui-ci. Les comités ont remarqué que plus de 250 organismes non gouvernementaux travaillaient avec les centres. Ils ont également remarqué l'important engagement, l'enthousiasme et le soutien des partenaires communautaires de même que le profond soutien apporté par les administrations des universités.

Partenariats et pertinence quant aux politiques

Les comités ont constaté les défis accompagnant l'établissement de liens politiques ou de liens de recherche à long terme. Ils ont pris note également de la complexité des partenariats de la communauté et de l'attention constante exigée afin de répondre aux besoins des divers intervenants. Tous les centres ont réalisé d'importants progrès à cet égard. Ils ont mis en place des mécanismes pour définir les besoins en recherche, en tenant compte des perspectives de leurs partenaires, ceci dans le but de suivre les progrès des recherches financées par les centres et de collaborer au niveau national et international. Cependant, la création de liens solides avec les partenaires fédéraux demande un effort supplémentaire et continu de la part des chercheurs et du milieu de l'élaboration des politiques.

Les comités ont exprimé l'opinion que la consolidation des liens entre les centres et les partenaires fédéraux aiderait le programme à atteindre son objectif clé c'est-à-dire, mener une recherche axée sur les politiques et dont les résultats seraient utilisés pour la prise de décision.

Le programme Metropolis est connu pour avoir produit un très bon modèle de partenariats interuniversitaires qui est sans conteste avantageux pour les étudiants, le corps professoral et la communauté universitaire dans son ensemble. Les administrateurs universitaires ont constaté que le programme Metropolis a mené à des débats

liés à des changements au sein de leurs établissements, par exemple la mise en place de nouveaux programmes de doctorat portant sur les thèmes de l'immigration et de l'intégration.

Formation

Les centres passent également pour avoir attiré un grand nombre d'étudiants diplômés vers les enjeux politiques de l'immigration et de l'intégration en leur offrant des possibilités novatrices et stimulantes de formation en recherche. Près de 400 étudiants travaillent dans les centres en tant qu'assistants de recherche et 115 thèses de maîtrise et de doctorat liées à l'activité des centres sont en cours de rédaction ou ont été présentées.

Conclusion

Globalement, on a trouvé que les centres atteignent les objectifs de recherche énoncés dans leurs propositions originales et qu'ils sont engagés dans un grand nombre de projets englobant tous les aspects de l'immigration. Plus de 240 projets sont en cours de réalisation et près de 300 chercheurs y travaillent. La qualité de la recherche effectuée par les centres est bonne voire excellente. Les centres sont conscients du fait qu'ils doivent être flexibles et sensibles au moment de l'élaboration de leur programme annuel de recherche. Les comités reconnaissent la difficulté inhérente au lancement d'une recherche comparative nationale et ont donc félicité les centres pour les progrès qu'ils ont accomplis jusqu'à présent. Bien qu'un important réseautage avec des

institutions et des chercheurs étrangers existe (notamment avec des universités en Israël, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Australie et avec les gouvernements des Pays-Bas, de la France, du Danemark et de la Suède), les efforts doivent absolument continuer sur le front international.

Les centres sont reconnus pour être des autorités de recherche dans les domaines de l'immigration et de l'intégration, à l'échelle locale et nationale. Ils ont attiré des universitaires réputés, des étudiants et des participants des organismes de la communauté et ont fait d'énormes efforts pour diffuser leurs résultats de recherche au moyen d'instruments traditionnels et novateurs extrêmement variés. En s'appuyant sur ces facteurs, les quatre comités ont conclu que les centres détiennent une position favorable pour améliorer et accroître ces activités tout au long de la durée du projet.

PHASE 2 : ÉVALUATION STRATÉGIQUE GLOBALE

Approche et méthode

En se fondant sur l'évaluation d'étape scientifique et exhaustive, les partenaires financiers, menés par le CRSH et CIC, se sont engagés dans un processus d'évaluation afin de déterminer les réalisations globales du programme. Un comité d'évaluation interministériel a été mis en place pour mener le processus. Ce comité, coprésidé par le CRSH et CIC, comptait parmi ses

membres les représentants de trois des partenaires financiers (Santé Canada, DRHC et Patrimoine Canada).

Le comité a décidé de renoncer à l'évaluation traditionnelle, car les résultats de l'évaluation d'étape, disponibles moins d'un an auparavant, présentaient des éléments récents et importants pour déterminer le succès du programme. Dans le contexte, il a été décidé de se concentrer sur une évaluation stratégique mettant en valeur les réalisations et les résultats globaux liés aux objectifs du programme.

Un questionnaire a été envoyé aux partenaires financiers fédéraux dans le but de faire connaître les opinions des employés des différents paliers des ministères travaillant avec les centres. Ce sondage a été suivi d'un premier groupe de discussion constitué des représentants de tous les partenaires financiers fédéraux.

Un deuxième groupe de discussion s'est tenu à Toronto avec les directeurs des quatre centres auquel se sont joints quatre chercheurs associés avec un des centres mais affiliés à une université différente. Une réunion non officielle de l'équipe du projet Metropolis a suivi. Cette réunion a traité des améliorations éventuelles pour une phase de renouvellement.

Objectifs de l'évaluation

Le but était d'évaluer tout particulièrement les domaines suivants :

- la mesure dans laquelle les attentes et les objectifs initiaux ont été comblés;
- le modèle d'administration;
- les résultats et les avantages principaux pour les milieux de recherche et des politiques;
- les forces et les faiblesses du modèle basé sur un réseau entre les centres;
- les leçons tirées et les possibilités de renouvellement.

Cette évaluation s'est tout particulièrement attachée à déterminer quels étaient les domaines à améliorer et les nouveaux paramètres pour le programme qui seraient applicables s'il devait être renouvelé. Vous trouverez les rapports des trois réunions des groupes de discussion dans les annexes 1, 2 et 3.

Résumé

Le programme Metropolis contribue considérablement à notre base de connaissances sur l'immigration et l'intégration, fait naître de nouvelles perspectives et permet de développer de nouvelles structures conceptuelles et méthodologiques visant à résoudre une foule de problèmes. Les projets de recherche qui sont mis en oeuvre en collaboration avec les partenaires communautaires et qui répondent à des besoins spécifiques apportent une information extrêmement pertinente et de bons outils pour élaborer et évaluer les politiques et améliorer les services liés aux thèmes de l'immigration et de la diversité ethnique (voir l'annexe 4 pour connaître les réalisations importantes en recherche de chacun des

Exemples de partenariats et de collaborations avec les centres Metropolis

Centre de Montréal : Ministère de l'éducation du Québec; Ministère des Relations avec les citoyens; Table des organismes de Montréal au service des réfugiés; Statistique Canada; Santé Canada; Patrimoine canadien; Citoyenneté et Immigration Canada; Jewish General Hospital; Centres jeunesse de Montréal; Ville de Montréal; Service de police de la CUM; Table de concertation sur la violence conjugale; Conseil de la langue française; Service d'aide aux Néo-Canadiens de Sherbrooke; Centre social d'aide aux immigrants; Office municipal d'habitation; Hydro-Québec.

Centre des Prairies : villes de Winnipeg et d'Edmonton; Alberta Community Development; Calgary Catholic Immigration Society; Secrétariat aux affaires indiennes et métisses de la Saskatchewan; Race Relations Branch of the City of Saskatoon; Conseils des écoles publiques de Saskatoon et d'Edmonton; Immigrant Women of Saskatchewan; Regina Open Door Society; Capital Health Authority of Edmonton; Chinese Community Services Centre; Indo-Canadian Women's Association; Conseil manitobain de la citoyenneté.

Centre de Vancouver : SUCCESS, MOSAIC, and Immigrant Services Society of BC (les trois plus grands organismes d'établissement des immigrants de la province); Industrie Canada; Organisation internationale pour les migrations; groupes de revendication pour les communautés de Philippins, d'Asiatiques méridionaux, de Birmans et d'Israéliens; villes de Burnaby, Surrey, Richmond et Vancouver.

Centre de Toronto : Patrimoine canadien; Ville de Toronto; Centraide de la région du Grand Toronto; Community Social Planning Council of Toronto; Ontario Council of Agencies Serving Immigrants; conseil scolaire de Toronto; York Hispanic Centre; National Action Committee on the Status of Women; Chinese Business Associations; Canadian Centre for Victims of Torture; South Asian Women's Centre; Ontario Cancer Institute; Bank of East Asia, etc.

centres). Cependant, des améliorations sont nécessaires pour rendre les activités des centres plus arrimées aux intérêts des partenaires fédéraux. Il faut trouver des stratégies actives permettant aux centres d'intégrer davantage à leur programme de recherche les enjeux de politique clés cernés par les partenaires fédéraux avec l'aide de l'équipe du projet. Il existe également un besoin — généralement reconnu — d'avoir plus de projets de nature approfondie, comparative et pancanadienne de même qu'un besoin en études longitudinales pour aider à l'élaboration des politiques fédérales. Une fois encore, l'équipe du projet pourrait jouer un rôle de leadership dans ces domaines.

Les quatre centres travaillent avec un grand nombre d'organismes qui sont membres de leur propre conseil consultatif ou partenaires dans des projets de recherche spécifiques, notamment sur le plan régional et local.

Au moyen de leurs structures de consultation, de recherche et de gestion, les centres contribuent à une coordination accrue des intervenants gouvernementaux, universitaires et communautaires engagés dans la politique d'immigration sur le plan régional. L'équipe du projet Metropolis contribue également à élargir le réseautage et la coopération qui existent dans les nombreux ministères qui traitent des questions d'immigration.

Pour ce qui est de la communauté, les centres offrent un environnement multidisciplinaire de formation en recherche qui met l'accent sur l'élaboration des politiques, les besoins des utilisateurs et le transfert des connaissances. Ils

préparent donc les étudiants à diverses carrières en recherche. Certains étudiants participent également à des stages dans d'autres centres ou dans des établissements extrascolaires. Dans certains cas, l'expérience de formation extérieure a permis aux étudiants d'être embauchés ou de découvrir d'autres possibilités d'emploi.

Les centres et l'équipe du projet sont très actifs dans le domaine des communications. Les résultats de recherche, les conseils éclairés et les événements importants sont transmis par l'intermédiaire de moyens traditionnels et de moyens novateurs, parmi lesquels : les rapports de recherche et les publications, les bulletins, les sites Web, les conférences, les séminaires mensuels de recherche, les déjeuners-conférences, les séries de documents de travail, les colloques, les réunions thématiques avec les groupes d'utilisateurs, les sessions de formation pour les étudiants et les décideurs et les conférences annuelles nationales et internationales. De plus, sous la direction du centre des Prairies, la nouvelle *Revue de l'intégration et de la migration internationale* est parue en 2000. Malgré cette importante activité de communication, un besoin subsiste toujours pour obtenir plus de résultats de recherche et de synthèses, et de meilleurs moyens de partager ces résultats entre les quatre centres et les partenaires financiers fédéraux. D'autres importants domaines exigent également notre attention : la mise en place d'une plus grande capacité de réception au sein des organismes partenaires fédéraux et l'intensification des relations directes entre les chercheurs et les hauts fonctionnaires du gouvernement.

Sous la direction de l'équipe du projet, la composante internationale du programme Metropolis a progressé remarquablement. Les conférences internationales de Metropolis donnent une grande visibilité au Canada et favorisent les rencontres avec des spécialistes étrangers dans les domaines des politiques et de la recherche. Il est clair que cette composante internationale offre un contexte favorable à la promotion de la recherche et des politiques canadiennes à l'étranger. On réalise des progrès dans la présentation des faits saillants de la recherche des centres canadiens au cours de ce genre d'événements. De plus, les centres créent des réseaux internationaux en participant à des conférences à l'étranger, en invitant des universitaires étrangers à des événements spéciaux ou à des visites prolongées au Canada ainsi qu'en intensifiant une collaboration de recherche avec des institutions étrangères.

Conclusion

Les centres Metropolis ont été extrêmement actifs pour ce qui est de la préparation de leur programme de recherche. Ils ont mené des recherches novatrices, créé des partenariats, interagi avec des groupes d'utilisateurs clés, intégré des étudiants à leurs activités, diffusé leurs résultats à un public cible et offert des conseils éclairés lors de débats publics portant sur la question de l'immigration. Les centres atteignent les objectifs initiaux du programme. Cependant, les besoins des partenaires financiers fédéraux ont évolué et il devient nécessaire de créer des liens plus forts avec les centres. Il est également nécessaire d'améliorer la conduite des études comparatives pancanadiennes, un point faible connu de tous et que les centres sont tout à fait disposés à aborder. Les centres sont maintenant en cours de consolidation de leurs stratégies respectives et s'intéressent aux études nationales pour apporter des éléments stratégiques à l'élaboration des politiques. Cela devrait mener à une plus grande capacité à entreprendre des études comparatives internationales. À ce propos, l'équipe du projet Metropolis pourrait jouer un rôle actif dans le développement de liens étroits et dans la facilitation de la création et du lancement d'études comparatives nationales et internationales.

Citoyenneté et Immigration Canada a confirmé son intention de renouveler son financement du programme Metropolis et est actuellement à la recherche d'engagements financiers de la part d'autres partenaires gouvernementaux. Le CRSH a aussi appuyé en principe le renouvellement du programme.

Pour l'implantation de la phase 2 du projet, un nouveau protocole d'entente, une série révisée de mécanismes du programme et de meilleures exigences basées sur les suggestions des centres seront élaborés.

Annexe 1

SOMMAIRE DE LA RÉUNION DES PARTENAIRES FÉDÉRAUX DU PROJET METROPOLIS OTTAWA, LE 7 JUIN 2000

Participants

Animateur : Réjean Landry, Université Laval

Partenaires financiers fédéraux : Jane Badets, Statistique Canada; John Biles, Patrimoine canadien; Maynard Collins, CRSH; Julie Dompierre, Condition féminine Canada; Louis Grignon, Développement des ressources humaines Canada; Lorenzo Ieraci, Solliciteur général; Martha Justus, Citoyenneté et Immigration Canada; Tom Kerwin, Société canadienne d'hypothèques et de logement; Carol Silcoff, Santé Canada

Observatrice : Katherine Pestieau, équipe du projet Metropolis

Comité d'évaluation : France Landriault, CRSH, coprésidente du Comité d'évaluation de Metropolis; Bahman Assadi, Santé Canada (remplaçant); André Bernier, CIC; Robert Lalande, CRSH; Mireille Leblanc, Patrimoine canadien; Silvia Olivares-Guevara, Santé Canada

Observatrice et rédactrice du procès-verbal : Chantal Goyette, CIC

Introduction

Conformément à la méthode d'évaluation adoptée, un groupe de discussion formé des partenaires financiers fédéraux s'est réuni au printemps 2000 afin de discuter des résultats globaux du programme Metropolis et des réalisations menées à bien dans ce cadre. Les représentants de chacun des ministères et organismes ayant contribué au financement de cette initiative ont assisté à la réunion afin de déterminer leur degré de satisfaction à l'égard du projet. On a alors formulé des commentaires intéressants quant aux modifications ou améliorations qui pourraient éventuellement être apportées lors de la phase 2, si le programme devait être renouvelé.

En général, les participants se sont dits très favorables au programme Metropolis. Ils ont reconnu qu'il avait contribué à l'enrichissement des connaissances, qu'il avait favorisé l'établissement de réseaux, suscité la participation des membres de la collectivité et que, grâce à la couverture médiatique, les questions d'immigration avaient fait l'objet de débats publics. Il a également permis de réunir des individus et de créer un lien entre des personnes qui travaillent dans le domaine de l'immigration au sein de différents ministères.

Pertinence de la recherche et attentes à cet égard

Les partenaires financiers fédéraux ont reconnu que les centres avaient produit un corps substantiel de connaissances sur une vaste gamme de questions liées à l'immigration. Bien que

conscients des tiraillements inhérents entre les besoins à court terme du gouvernement et le processus à long terme de la recherche universitaire, les représentants des partenaires ont fait valoir que les recherches menées dans le cadre de Metropolis devraient tenir compte davantage des intérêts et priorités des politiques des ministères fédéraux et contribuer plus directement à l'élaboration des politiques.

Certains participants ont fait allusion au « déphasage » entre l'orientation locale ou régionale des recherches menées par les centres et les besoins de nombreux ministères fédéraux de mener des projets dans une perspective nationale. À l'échelle locale, la recherche tend à être orientée vers l'amélioration et la prestation des services, alors qu'à l'échelle nationale, on s'intéresse plutôt aux politiques générales. Bien que les participants aient reconnu que les centres n'avaient pas été mis sur pied pour répondre aux besoins des ministères, ils ont fait valoir la nécessité de procéder à un plus grand nombre d'études comparatives de portée nationale.

À cet égard, trois conclusions ont été formulées :

- Insister davantage sur les besoins des ministères concernés eu égard à l'élaboration des politiques.
- Multiplier les interactions directes avec les centres.
- Mener des études comparatives de portée nationale.

Attentes en ce qui a trait à la diffusion des résultats des recherches et à la capacité de réception des ministères

Les participants ont reconnu que les ministères n'avaient pas la capacité d'absorber les renseignements produits par les centres; cette situation étant en grande partie attribuable à la réduction des effectifs parmi les groupes chargés d'élaborer les politiques pendant l'Examen des programmes. Ils ont reconnu qu'il était nécessaire de mettre au point ces mécanismes afin d'assurer une meilleure absorption des connaissances à l'intérieur des ministères et entre ceux-ci; on a laissé entendre qu'il serait avantageux que les ministères entretiennent des contacts directs et réguliers avec les coordonnateurs de volets des centres.

Si les centres rédigeaient des rapports annuels simplifiés mettant l'accent sur les progrès de la recherche et les résultats obtenus à ce jour, les ministères pourraient assurer un meilleur suivi quant aux recherches. Ayant des mandats horizontaux, les ministères ont de la difficulté à assurer un suivi quant à la pertinence pour la politique du vaste ensemble de recherches menées dans le cadre de Metropolis. Ils apprécieraient grandement que l'on résume les conclusions du programme touchant des aspects précis de l'immigration. Les participants ont proposé de mettre au point un certain nombre d'outils de communication afin d'améliorer l'assimilation de renseignements par les ministères. Parmi ces outils, mentionnons une liste de projets de recherche que l'on trouverait dans le site Web de Metropolis (<http://www.canada.metropolis.net>), y compris les références aux publications examinées par des pairs et une indication quant à l'endroit où on peut les obtenir. On a également suggéré de produire des feuillets de renseignements mettant en lumière les principales conclusions des recherches afin de les diffuser auprès du grand public.

Administration

L'actuel modèle d'administration comporte de nombreux points forts :

- Il contraint les chercheurs et responsables de l'élaboration des politiques à travailler ensemble.
- Il prévoit de bonnes modalités de diffusion des recherches sur un large éventail de questions liées à l'immigration, et ce dans un cadre multidisciplinaire.
- Il permet une plus grande liberté académique.
- Il est de nature participative.

Ses points faibles sont les suivants :

- Le gouvernement ne participe pas suffisamment à la définition des priorités de recherche.
- Les centres doivent être mieux informés des besoins des ministères.
- L'approche participative entraîne beaucoup d'exigences pour les fonctionnaires : nombreuses réunions, participation à un grand nombre de comités, etc.

On pourrait redéfinir le rôle et le mandat de l'équipe du projet de manière à mieux servir les partenaires fédéraux, et ce en interprétant partiellement les besoins des partenaires fédéraux par rapport aux centres.

Bref, on s'entend pour dire que les mécanismes d'administration devraient demeurer essentiellement les mêmes, mais qu'on devrait les améliorer.

Aspects internationaux

La plupart des ministères ont apprécié les avantages découlant de la composante internationale de Metropolis. Les conférences internationales annuelles permettent de rencontrer les hauts fonctionnaires et les experts de l'immigration de pays étrangers et de se pencher sur les comparaisons établies à l'échelle internationale quant aux recherches, aux programmes et aux politiques d'immigration. Les conférences assurent également la visibilité du Canada et font connaître ses points forts et son leadership en ce domaine.

Conclusion

On a clos la réunion en présentant une série de suggestions concrètes en vue du renouvellement du programme, notamment :

- Créer un fonds de recherche central afin de mener des recherches comparatives, à l'échelle nationale et à partir de plusieurs centres.
- Établir des liens avec les centres de données de recherche du CRSH et de Statistique Canada.
- Prévoir des stages afin de permettre aux étudiants d'acquérir une expérience au sein d'un ministère fédéral.

Annexe 2

ÉVALUATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME METROPOLIS RÉUNION DES DIRECTEURS DES CENTRES TORONTO, LE 24 AOÛT 2000

Participants :

Animateur : Réjean Landry, Université Laval

RIIM, Vancouver: Don DeVoretz, Simon Fraser University; Dan Hiebert, University of British Columbia

Centre des Prairies (PCERII) : Baha Abu-Laban, University of Alberta; Tom Carter, University of Winnipeg

CERIS, Toronto: Morton Beiser, University of Toronto; Paul Anisef, Université York

I&M, Montréal: Marie McAndrew, Université de Montréal; Jacqueline Oxman-Martinez, Université McGill

Introduction

La réunion tenue avec les directeurs des centres Metropolis était celle du deuxième groupe de discussion mené par le CRSH afin d'évaluer les besoins de chacun des participants au programme Metropolis en vue du renouvellement du financement des centres après 2002.

Les directeurs des centres se sont surtout attachés à déterminer dans quelle mesure les objectifs avaient été atteints, à tirer tous les enseignements utiles de la première phase du programme et à définir les attentes quant à l'avenir. Ils ont notamment discuté d'aspects du programme tels que les partenariats, l'administration et les solutions de rechange ou options de renouvellement.

Réalisations et valeur ajoutée du programme Metropolis

Recherche et absorption des recherches

Les participants ont convenu que le programme Metropolis avait contribué à établir la réputation des centres, désormais reconnus comme des chefs de file à l'échelle locale, nationale et internationale dans le domaine de la recherche sur l'immigration et l'intégration. Les centres ont en quelque sorte joué un rôle catalyseur, favorisant la réalisation de recherches concertées dans un cadre interdisciplinaire sur les questions d'immigration et d'intégration. Ils ont permis la mise sur pied d'un vaste répertoire de recherches et ont attiré des chercheurs universitaires de premier ordre, des étudiants, des partenaires de la collectivité et d'autres intervenants. Ils ont élargi la portée, la pertinence de la politique et trouvé de nouvelles applications aux résultats des recherches.

Partenariats et pertinence pour l'élaboration des politiques

Le programme a attiré des partenaires gouvernementaux et a permis de coordonner leur travail, tant à l'intérieur des ministères qu'entre ceux-ci. Les centres Metropolis ont en outre établi des partenariats à l'échelle communautaire ainsi que d'autres partenariats aux échelons municipaux, provinciaux, nationaux et internationaux. Le Centre Metropolis de Montréal — où existait déjà un noyau de chercheurs avant la création du centre — a permis de resserrer les liens qui avaient déjà été établis avec les différents paliers de gouvernement et les ONG du Québec et de multiplier les contacts avec les partenaires du gouvernement fédéral. Les représentants du Centre de Montréal ont conclu que l'une des très importantes valeurs ajoutées du programme était d'avoir multiplié les liens entre les chercheurs francophones et anglophones.

Les directeurs se sont dits inquiets des exigences parfois contradictoires relatives à la pertinence des résultats de recherche pour l'élaboration des politiques posées par différents partenaires, tant ceux qui œuvrent aux divers échelons du gouvernement que ceux qui proviennent du secteur communautaire. Les directeurs ont également souligné le « déphasage » qui existe quant à l'orientation : les recherches menées dans les centres ont une orientation locale — elles ont souvent pour but d'améliorer la prestation de services — alors que les partenaires fédéraux doivent mener des projets dans une perspective nationale.

Renforcement de la capacité

L'une des faiblesses du programme a été la difficulté à maintenir en poste de bons chercheurs. Les directeurs se sont dits inquiets des problèmes d'infrastructure des centres — les ressources étant utilisées à leur maximum et le fait qu'il y ait une perte importante de personnel. Il importe également que les centres mettent en œuvre des mesures d'incitation afin de maintenir en poste des chefs de file et chercheurs dans le domaine.

Les centres ont également essayé de faire participer de nouveaux chercheurs à la recherche orientée vers la politique, mais cette tâche s'est avérée très difficile. À cette première étape de leur carrière, les nouveaux chercheurs se préoccupent de se tailler une réputation parmi les principaux courants de recherche et de publication et ils sont souvent réticents à donner à leurs recherches un contenu pratique pour l'élaboration des politiques ou à faire des recherches en ce sens.

Communication

Face à la multiplicité des partenaires participant aux projets, le programme a accordé une plus grande attention à la question de la diffusion très large des recherches. Les centres ont déployé des efforts considérables afin de trouver de nouveaux lieux et modes de diffusion des résultats des recherches. Les directeurs espèrent qu'à l'avenir les centres pourront contribuer plus activement au débat public.

La question de la communication directe entre les centres et les partenaires fédéraux a également été soulevée. Les directeurs ont dit souhaiter être mieux informés des plans d'Ottawa, des intérêts

en matière de recherche des partenaires et de l'engagement à l'égard du programme. En raison de l'important roulement de personnel au sein des ministères fédéraux, il n'y a pas de continuité quant aux priorités, ni quant aux préoccupations soulevées par les partenaires. Il importe d'améliorer la communication entre les partenaires et les centres et il faut veiller à combler l'écart qui existe quant à l'orientation différente des chercheurs et des responsables de l'élaboration des politiques.

Administration

Les directeurs ont reconnu le rôle entrepreneurial central qu'avait joué l'équipe du projet du secrétariat Metropolis lors du lancement du programme. Le Secrétariat continue de favoriser le dialogue, les contacts et les liens avec les responsables de l'élaboration des politiques, les partenaires et intervenants pertinents. Les conférences Metropolis nationales et internationales, de même que les autres activités organisées par l'équipe du projet (ateliers et conférences, par exemple) ont contribué directement à la réalisation de recherches sur la politique et à l'établissement de partenariats fructueux.

Les modèles d'administration varient d'un centre à l'autre; ils sont tous originaux et caractérisés par une orientation et des modes de fonctionnement qui se sont avérés efficaces sur le plan de la production et de la diffusion de la recherche. Deux centres — soit ceux des Prairies et de Vancouver — ont œuvré dans le cadre d'ententes internes écrites établies avec les chercheurs. Ces ententes définissent les rôles et responsabilités de chacun des participants aux projets parrainés par les centres; elles établissent en outre les jalons des projets et fixent des délais pour la production des résultats de la recherche. Ce modèle d'administration est considéré comme étant parmi ceux qui favorisent le plus le sens de la justice et de l'équité à l'intérieur des centres et entre les chercheurs.

Le centre de Toronto a mis au point une structure de gestion intégrant les contributions particulières de la collectivité de Toronto, des partenaires gouvernementaux et des chercheurs universitaires. Ce mode d'administration se caractérise par la souplesse et la capacité de s'adapter à un ordre de priorité de recherche mouvant. Le centre de Toronto comprend des représentants des organismes partenaires qui siègent au Conseil de gestion à titre de membres votants.

Le Centre de Montréal a adopté un modèle d'administration très différent. Il se fonde principalement sur la mise sur pied d'équipes qui acceptent de travailler ensemble. Une telle approche comporte plusieurs avantages; il est selon ce modèle relativement facile d'obtenir des fonds pour la recherche; une telle approche s'appuie sur les recherches menées antérieurement, les partenaires sont intégrés à l'équipe et la participation active des partenaires au projet facilite la « diffusion » des résultats des recherches.

Dans tous les centres, on a mis en œuvre des procédures permettant d'éliminer les équipes dont le rendement est insatisfaisant. De telles mesures supposent un suivi rigoureux quant à l'évolution du projet. Au besoin, on a annulé les projets dont le rendement était insatisfaisant puis redistribué les fonds.

Metropolis international

En ce qui a trait à la composante internationale du programme, les directeurs ont fait valoir qu'il était difficile d'établir des liens à l'échelle internationale à un moment où la communauté internationale n'est pas encore aussi bien organisée que la composante canadienne. De plus, l'absence d'organismes internationaux de consultation accroît la difficulté d'une telle entreprise. Les directeurs croient que les centres devraient se concentrer davantage sur des études menées à l'échelle pancanadienne avant d'entreprendre des grands travaux d'envergure internationale. Les directeurs ont également indiqué manquer de renseignements quant à la façon et l'endroit où les projets de recherche internationaux étaient lancés.

Phase du renouvellement : au-delà de l'année 2002

La collaboration entre les centres et la recherche menée à l'échelle pancanadienne

Les directeurs des centres savent très bien qu'il leur faut multiplier les contacts entre les centres. Ils souhaitent en outre intensifier la collaboration entre les centres. Ils ont également dit souhaiter aller au-delà de leur région respective au moment de la prochaine phase du programme. Ils se sentent prêts à mener des recherches à l'échelle pancanadienne et à travailler en étroite collaboration avec des partenaires financiers afin de définir un programme de recherche national global.

Formation des étudiants diplômés et mesures d'incitation à l'intention des chercheurs

Pour la prochaine phase, l'un des principaux objectifs des centres est la formation avancée. Les directeurs aimeraient assurer une certaine stabilité quant au financement des étudiants diplômés. Ils ont proposé d'établir un programme de bourses à l'échelle nationale afin d'offrir des stages dans les centres ou dans les ministères fédéraux. Les directeurs souhaitent attirer des étudiants des cycles supérieurs au début de leurs études afin de créer un sentiment de fidélité à l'égard des centres. Ils souhaitent établir de nouveaux mécanismes de financement, tels que l'échange d'étudiants et de chercheurs entre les centres.

Pour la prochaine phase du programme, les directeurs ont fortement suggéré de prévoir des allocations de dégageant pour la recherche comme mesure d'incitation et comme moyen de rétribuer les chercheurs, en particulier les responsables de volets qui doivent consacrer beaucoup de temps à l'élaboration de méthodes de recherche intégrées dans des domaines précis.

Pour la prochaine phase du projet, les directeurs espèrent également œuvrer à l'échelle du pays afin de faire participer des chercheurs orientés vers la recherche interdisciplinaire (des chefs de file qui ne sont pas du domaine) et d'attirer des chercheurs de disciplines actuellement non représentées au sein du programme, telles que des économistes et des démographes.

Partenariats

Les directeurs croient que l'on devrait rémunérer les ONG pour leur participation aux projets; ils souhaitent améliorer le statut des ONG dans le cadre des projets. Les directeurs ont également exprimé le souhait d'attirer d'autres partenaires au programme, éventuellement du secteur privé. Ils pensent toutefois que l'équipe du projet devrait également contribuer à cet effort.

Administration

Les directeurs aimeraient participer plus directement à la structure d'administration de Metropolis et partager les responsabilités touchant l'établissement des orientations du programme. Ils ont fait remarquer que les centres n'étaient pas représentés au Comité de direction interministériel (CDI). Entre temps, les membres du CDI siégeront aux comités établis à l'intérieur du centre.

En ce qui a trait à l'équipe du projet, les directeurs disent espérer que la communication entre les centres et l'équipe du projet s'améliore encore au cours de la prochaine phase du programme. Ils souhaitent qu'il y ait davantage de transparence de la part de l'équipe du projet. Ils souhaiteraient tout particulièrement savoir de quelle manière les décisions touchant les priorités de recherche sont prises, quelle est la structure hiérarchique prévue, quelles sont les réalisations de l'équipe du projet (grâce à un rapport annuel) et quels sont la source, les résultats et les incidences des initiatives menées à bien par l'équipe du projet.

Budget

Les directeurs estiment qu'il est nécessaire de hausser de 33 % le niveau actuel de financement pour maintenir l'actuel niveau d'activités du programme.

Annexe 3

RÉUNION DE L'ÉQUIPE DU PROJET — SOMMAIRE À LA DIRECTION OTTAWA, LE 5 OCTOBRE 2000

Participants :

Équipe du projet Metropolis : Meyer Burstein, cadre dirigeant; Howard Duncan, administrateur général; Sarita Bhatla, directrice de l'élaboration des projets

Équipe d'évaluation : France Landriault, CRSH, coprésidente, Comité d'évaluation; Gordana Krcevinac, CRSH; Silvia Olivares-Guevara, Santé Canada; Marjolaine Schaan, Patrimoine canadien; André Bernier, CIC; Jacqueline Oxman-Martinez, Université McGill

Introduction

La réunion tenue avec l'équipe du projet Metropolis a essentiellement porté sur les suggestions visant à améliorer le renouvellement du programme grâce à un examen des enseignements tirés et de l'expérience acquise au cours de la première phase du Projet.

Atout de l'équipe du projet Metropolis

L'équipe du projet croit que le fait que son siège soit situé à Ottawa — en tant qu'organisme central de coordination soucieux d'assurer la direction stratégique du Projet — comporte d'énormes avantages sur le plan structurel. L'équipe du projet a activement cherché à enrichir le programme et à favoriser sa croissance par l'établissement et le maintien de partenariats stratégiques, par la promotion du programme à l'échelle nationale et internationale et par la création d'une infrastructure logistique et technologique favorisant la communication entre les intervenants. Les conférences annuelles internationales de Metropolis ainsi que d'autres activités de diffusion des connaissances organisées par l'équipe du projet (ateliers et conférences, p. ex.), ont tout particulièrement contribué au transfert de connaissances entre les chercheurs universitaires et les utilisateurs et ont accru la pertinence des recherches pour l'élaboration des politiques.

Bien que pour l'équipe du projet, les objectifs de base du programme Metropolis n'aient pas changé, la façon dont l'équipe comprend les incidences des recherches sur la politique et son apport à la prise de décisions évolue à la lumière de l'expérience et des connaissances acquises. Par-delà son rôle de médiation, l'équipe du projet s'est engagée à renouveler son leadership en réunissant des chercheurs et des responsables de l'élaboration des politiques et en définissant très clairement les activités futures du programme.

Perspectives pour l'avenir

L'équipe du projet a reconnu qu'un certain nombre de changements devaient être apportés afin que les objectifs du programme puissent être atteints, à savoir produire des recherches sur des questions de politiques essentielles et tenir compte davantage des recherches au moment de la prise de décisions.

Parmi ces changements, mentionnons :

Améliorer la capacité de réception des ministères

L'une des principales faiblesses du programme Metropolis est la capacité de réception limitée des partenaires fédéraux. Comme les responsables de l'élaboration des politiques fédérales travaillent à Ottawa alors que les capacités de recherche sont réparties sur l'ensemble du pays, il a été difficile d'engager un dialogue direct et fructueux entre les responsables de l'élaboration des politiques et les chercheurs. Il est nécessaire de définir un ensemble de besoins quant aux mécanismes institutionnels qui permettront de communiquer les résultats des recherches, de faire participer les responsables de l'élaboration des politiques et les chercheurs à un dialogue fructueux et d'accroître des deux parts — mais principalement de la part des ministères fédéraux — le degré d'engagement à l'égard du programme. On a, à maintes reprises, tenté de surmonter ces difficultés. À titre d'exemple, Développement des ressources humaines Canada a assigné un membre de son personnel à chacun des quatre centres. L'impact de ces liens directs sur la prise de décisions et l'élaboration des politiques est toutefois minimal en raison de l'influence insuffisante du personnel assigné au programme.

Afin de favoriser et d'accroître la capacité de réception des ministères fédéraux, l'équipe du projet a proposé d'inviter de petits groupes bien choisis à une série d'exposés et de conférences. Ces initiatives ont pour objet de multiplier les possibilités de dialogue entre les ministères fédéraux et les chercheurs et de créer des liens de confiance entre les intervenants. L'équipe du projet entend également consacrer des ressources à la rédaction des résumés des documents de recherche produits par les chercheurs de Metropolis.

Programme national de recherche

À l'instar des partenaires fédéraux et des directeurs de centres, l'équipe du projet a déterminé que l'établissement d'un programme national de recherche était définitivement une priorité pour la prochaine phase du programme Metropolis. Il est nécessaire de réunir les centres et les ministères fédéraux afin de définir conjointement les questions horizontales à étudier.

L'équipe du projet considère que l'on produirait des recherches plus en mesure d'être utilisées aux fins de l'élaboration des politiques :

- si un nombre relativement restreint de questions (on a suggéré 10) était déterminé et défini;
- si les questions étaient définies de manière horizontale et interdisciplinaire;

- si les questions étudiées avaient des liens avec les politiques et si leur pertinence était bien définie;
- si un programme de recherche traitant des questions soulevées était élaboré conjointement entre les centres et le gouvernement fédéral.

L'équipe du projet a également recommandé qu'une partie des fonds attribués aux centres soit consacrée à la recherche portant sur les questions considérées comme étant prioritaires.

Programme de recherche internationale

L'équipe du projet considère que les centres peuvent jouer un rôle directeur pour ce qui est de la composante internationale du programme Metropolis. La composante internationale a une plus grande visibilité politique et permet à la communauté internationale de chercher auprès du Canada des conseils et des orientations pour toutes les questions se rapportant à la politique d'immigration et d'intégration. D'après les taux de participation enregistrés, les conférences Metropolis internationales sont une excellente tribune. Elles font, de plus, la promotion de l'expertise canadienne et la mettent en valeur.

Les objectifs de la seconde phase du programme sont de définir un programme de recherche international et de mettre sur pied un comité de recherche international au sein duquel les centres canadiens seraient représentés. Il faudrait cependant prévoir des ressources non budgétées pour ces activités planifiées à partir des fonds de base attribués au programme Metropolis. Il faudra prévoir d'autres fonds pour assurer la poursuite de ces objectifs.

Communication avec les centres

L'équipe du projet a reconnu qu'il était possible d'améliorer la communication avec les centres au cours de la deuxième phase du projet. Les tentatives de l'équipe du projet d'orienter stratégiquement les recherches et de les lier à l'élaboration des politiques ont parfois été source de tensions. Il faut déployer des efforts soutenus afin d'appuyer l'équipe du projet dans son rôle d'animateur.

Récompenser les coordonnateurs de volets

L'équipe du projet a reconnu que les coordonnateurs de volets des centres étaient fermement engagés à l'égard du programme Metropolis. Elle a en outre fermement soutenu l'idée selon laquelle il faudrait prévoir des mécanismes de rétribution afin de les inciter à poursuivre leurs travaux et donner aussi aux centres les moyens de maintenir les chercheurs en poste.

L'équipe du projet a également souligné qu'il était nécessaire de créer une structure ou une tribune qui réunirait les coordonnateurs de volets afin qu'ils puissent se communiquer les conclusions de leur recherche.

Autres sources de financement

L'équipe du projet s'est engagée à prévoir des fonds pour la deuxième phase du programme Metropolis. Elle cherche activement à augmenter le nombre de ministères fédéraux participant au financement du projet. On envisage aussi la candidature de nouveaux partenaires tels que les ministères fédéraux suivants : Industrie Canada et le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). De plus, l'équipe du projet est d'avis que les centres pourraient participer activement à la recherche d'autres sources de financement.

Priorités pour la deuxième phase

Il a été déterminé que les secteurs et projets suivants seraient considérés comme prioritaires à la prochaine phase du programme Metropolis :

- Rationaliser les priorités du gouvernement fédéral en matière de développement des politiques et élaborer un programme de recherche qui correspond à ces priorités.
- Trouver des fonds supplémentaires pour les centres.
- Créer et financer un centre dans la région de l'Atlantique.
- Élargir la composante internationale du programme Metropolis.
- Poursuivre les recherches sur les questions de justice, de gouvernance, de trafic des personnes, et sur des questions qui se rapportent aux crimes motivés par la haine et la discrimination.
- Aborder les questions touchant l'administration dans le cadre du programme Metropolis.
- Élaborer un programme d'études ainsi qu'un syllabus de cours sur l'immigration et l'intégration (au niveau universitaire ainsi que pour les responsables de l'élaboration des politiques et les intervenants).
- Mettre sur pied une base de données à partir du registre des étudiants ainsi qu'un répertoire en direct gouvernemental sur les recherches, liens et réseaux pertinents.

Annexe 4

RÉSULTATS DE RECHERCHE DONT LES CENTRES ONT FAIT ÉTAT CENTRE DE RECHERCHE SUR L'IMMIGRATION ET L'INTÉGRATION DANS LES MÉTROPOLIS (RIIM) DE VANCOUVER

Volet économique

Les chercheurs du RIIM ont été les premiers au Canada à relever le problème de l'exode des cerveaux et à mettre au jour ses formes les plus récentes. Cette recherche effectuée à partir du RIIM a mené à l'idée selon laquelle le Canada participait à un échange de cerveaux. En d'autres termes, les résidents du Canada hautement qualifiés quittent aujourd'hui le Canada pour les États-Unis (ou Hong Kong). En retour, ces émigrants sont remplacés par des immigrants hautement qualifiés qui arrivent de Chine, d'Inde et d'autres pays afin de compléter l'échange. Ce travail initial a donné lieu à une série de projets au cours des deux dernières années. À titre d'exemple, les chercheurs du RIIM ont présenté une théorie fort cohérente afin d'expliquer pourquoi la plupart des Canadiens hautement qualifiés demeuraient au Canada. Fondé sur le concept du risque, ce cadre conceptuel cherchant à comprendre « qui quitte le pays par opposition à qui y demeure » est le premier de la sorte dans le monde. Les chercheurs du RIIM ont récemment commencé à appliquer ce cadre théorique à l'étude des processus d'exode des cerveaux en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong.

Plusieurs études comparatives (canadiennes, allemandes et norvégiennes) menées par des chercheurs du RIIM ont établi des points de repère à l'échelle mondiale afin de comprendre les incidences de l'emploi et les gains résultant de l'acquisition d'une seconde langue par les immigrants. Les études du RIIM ont souligné non seulement l'importance économique universelle de l'acquisition d'une langue seconde officielle par les immigrants mais également son importance économique dans divers pays. L'un des prolongements de ces conclusions est la recherche menée au RIIM sur l'acquisition d'une troisième langue par les immigrants et sur leur rendement économique ultérieur.

En second lieu — et il s'agit là d'un aspect central du mandat de Metropolis — mentionnons les conclusions des chercheurs du RIIM quant aux conséquences de la présence des immigrants sur l'économie de Vancouver. De façon significative, ce travail s'est penché sur les conséquences de la présence des immigrants sur les secteurs privé et public de l'économie. Le RIIM a élaboré un modèle d'équilibre général permettant de mesurer les incidences d'un nombre donné (p. ex., 100 000) d'immigrants arrivant à Vancouver sur une période de dix ans. À l'aide de ce modèle, on peut prédire les changements quant aux prix des produits de base (logement, aliments, santé, transport), aux salaires, au taux d'emploi, aux taxes et à l'utilisation des services publics. Ce modèle est unique dans le monde et aura d'importantes répercussions sur la politique d'immigration du Canada.

Volet de l'éducation

Un projet d'organisation scolaire a montré comment les valeurs des administrateurs façonnent politiques et pratiques scolaires. Ainsi, lorsqu'on suppose que l'apprentissage repose sur la maîtrise de l'anglais, les initiatives stratégiques portent essentiellement sur l'enseignement de la langue anglaise, les tests de compétences, l'embauche d'enseignants de langue seconde, alors que l'utilisation de la langue maternelle des enfants à l'école et à la maison est perçue comme posant problème. Lorsque les décideurs en matière scolaire valorisent la diversité, les initiatives relatives à la politique favorisent l'apprentissage dans toutes les matières, y compris l'anglais, et accordent une grande importance à la participation de la famille et des organismes de la communauté utilisant les langues maternelles. Cette étude a également permis de constater que la diversité culturelle des enseignants était importante. On a montré que les enseignants d'origine panjabi sikh et chinoise servaient d'interprètes linguistiques et culturels aux parents, aux enfants et aux collègues et permettaient de créer une atmosphère non raciste en classe.

Une étude portant sur les enfants de familles immigrantes inscrits aux programmes d'immersion en français a révélé le rôle central des valeurs et pratiques linguistiques des parents dans les perceptions de l'enfant touchant l'apprentissage de la langue et le multilinguisme. Une atmosphère particulièrement positive était créée lorsque les parents insistent sur la valeur potentielle du multilinguisme dans un contexte national et à l'intérieur de l'économie mondiale et font valoir l'importance des contacts linguistiques à la maison et à l'étranger de même qu'à l'école.

Les recherches menées dans le cadre de deux projets ont mis en lumière les liens importants qui existent entre culture, langue et éducation. Il a été suggéré que les écoles mises sur pied par les communautés culturelles étaient isolées sur le plan culturel. Toutefois, dans une étude plus poussée portant sur une école panjabi sikh, les chercheurs ont trouvé qu'en comparaison au racisme vécu (il est étayé par des preuves écrites) dans les écoles publiques, ces contextes culturels et religieux offraient aux enfants des possibilités d'apprendre l'anglais sans compromettre leur identité culturelle, linguistique ou religieuse. De plus, leurs familles maintiennent des liens économiques et sociaux avec la communauté non panjabi plus large. Une autre étude a montré que les tentatives de combiner l'enseignement linguistique aux objectifs non académiques comportaient d'importantes limites. Une recherche sur le programme coopératif CALS a montré que lorsque l'enseignement de l'anglais langue seconde était combiné à une expérience de travail chez les adolescents immigrants, les élèves ne pouvaient avoir accès aux travaux de cours nécessaires à l'obtention d'un diplôme par suite des programmes d'études. Les élèves et les parents ont donc constaté qu'il serait avantageux que les élèves soient intégrés à des classes générales et qu'on les autorise à demeurer à l'école après avoir atteint l'âge normal de fin des études, soit 19 ans.

Volet logement et quartier

Une étude détaillée portant sur la géographie sociale mouvante des groupements d'immigrants a permis de mettre au jour les processus complexes de formation des quartiers. Les chercheurs savent déjà depuis quelque temps que les modèles traditionnels de structure sociale urbaine ne

sont plus adéquats. Ce travail va beaucoup plus loin et il précise les contours du nouveau paysage urbain. À la fin des années 80, les banlieues sont devenues la principale destination des nouveaux immigrants; il s'agit là d'un changement important par rapport aux périodes précédentes. Les banlieues des plus importants centres métropolitains du Canada sont désormais très diversifiées sur le plan culturel tout comme les quartiers de la ville elle-même, un fait qui a d'importantes implications pour la compréhension de la société urbaine contemporaine et pour la planification des réseaux de transport, l'établissement des paramètres de zonage et la prestation des services. Des changements similaires ont été observés à Sydney, en Australie, et une étude comparative des deux villes est actuellement en cours.

Un ambitieux projet de recherche portant sur les investissements effectués par des entrepreneurs chinois d'outre-mer dans le marché de l'immobilier de Vancouver a permis de retracer les circuits de capitaux reliant les deux côtés du Pacifique. Ce travail a montré que les capitalistes de Hong Kong considéraient le multiculturalisme canadien comme un avantage décisif et que c'est cette même diversité qui à court et à long terme, les avait incités à investir à Vancouver. On a également fait des recherches sur les liens importants entre l'immigration transpacifique, les investissements menés à Vancouver et l'urbanisation locale.

Depuis le début des années 90, les chercheurs se sont montrés sceptiques quant aux chances de réussite du programme d'immigrants investisseurs du Canada. Les chercheurs du RIIM partageaient cette préoccupation, mais ils ont adopté une nouvelle méthode pour analyser les circonstances socio-économiques de l'immigration d'affaires dans des quartiers donnés. Les chercheurs ont ainsi pu brosser un portrait plus immédiat des problèmes auxquels les immigrants entrepreneurs font face lorsqu'ils essaient d'adapter les pratiques acquises dans un contexte culturel et réglementaire préalable à l'immigration à un contexte radicalement différent, à savoir celui que l'on trouve au Canada. Le conseiller supérieur en politique du ministère du Multiculturalisme et de l'Immigration de la Colombie-Britannique a affirmé que ces constatations étaient « pertinentes au plus haut point pour la politique ». Ces constatations sont éminemment importantes sur le plan théorique : elles mettent en lumière les limites de la transposition des réussites économiques et soulèvent des questions quant aux théories plus faciles de la mondialisation qui supposent que « les affaires sont les affaires », quelles que soient les conditions locales.

Volet social

Une analyse théorique globale et une étude empirique ont montré que le débat entourant la sous-classe urbaine — répandu aux États-Unis et dans de nombreux pays d'Europe — ne pouvait être transposé dans le contexte canadien. Bien que l'on trouve certains quartiers pauvres au Canada, les effets cumulatifs de la privation et la transmission de la pauvreté d'une génération à une autre sont des facteurs qui ont beaucoup moins de poids dans le contexte canadien.

Les études portant sur la gestion de la santé et de la maladie et l'accès aux soins de santé sont allées au-delà des interprétations traditionnelles fondées sur les difficultés de communication interculturelle et les conceptions divergentes de la santé et de la maladie afin de montrer qu'il s'agit là de problèmes de base touchant les droits sociaux et politiques. Cette nouvelle façon de

concevoir la santé et la maladie a d'importantes incidences sur les politiques de même que sur la poursuite des recherches universitaires.

On a procédé à une recherche minutieuse sur les conséquences des réductions budgétaires qu'ont subi les organismes de service multiculturels. À l'origine, ces organismes ont été mis sur pied dans le but de dispenser des services aux immigrants et de leur permettre de faire entendre leur voix et de faire en sorte que l'on tienne compte de leurs préoccupations. Cette dernière fonction est peu à peu passée à l'arrière-plan au fur et à mesure que les ONG se sont sentis de mieux en mieux intégrés au système de prestation de services subventionnés par le gouvernement. Puis, comme le financement est devenu de plus en plus imprévisible, les chercheurs du RIIM ont montré que ces organismes s'étaient adaptés à la situation en retournant à leurs racines et à leur premier rôle, à savoir faire valoir les droits des immigrants.

LE CENTRE DE RECHERCHE INTERUNIVERSITAIRE DE MONTRÉAL SUR L'IMMIGRATION, L'INTÉGRATION ET LA DYNAMIQUE URBAINE (IM)

Volet démographique, économique, linguistique

L'enquête sur l'établissement des nouveaux immigrants (ÉNI)

Chercheur principal : Jean Renaud (Université de Montréal)

L'enquête suit une cohorte de 1000 immigrants arrivés au Québec en 1989. Ils ont été interviewés quatre fois, soit à la fin de chacune de leurs trois premières années d'établissement (en 1990, 1991 et 1992, donc avant le projet Metropolis) et une dernière fois en 1999, pour leurs dix années de séjour au Québec. Le projet Metropolis a permis de réaliser plusieurs analyses secondaires et de travailler à l'ajout de nouvelles dimensions pour la quatrième vague d'observation. C'est la seule étude au monde — et la plus longue — qui suit de façon dynamique l'établissement d'un échantillon complet d'immigrants.

Quant à l'impact que cette enquête aura sur les politiques, le *Rapport du comité de lecture* du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) intitulé *Ils sont maintenant d'ici! Les dix premières années au Québec des immigrants admis en 1989* vous en donnera un aperçu :

D'entrée, le comité tient à souligner qu'il apprécie grandement les efforts déployés par l'auteur pour rendre les résultats accessibles et compréhensibles. Le rapport décrit de manière efficace les observations des dix années d'établissement au Québec des nouveaux immigrants. Le comité est d'avis que ce rapport de recherche aura certainement, au même titre que le rapport portant sur les trois années d'établissement, des retombées importantes aux plans des connaissances et des politiques publiques.

Sur le plan des retombées, mentionnons : les modifications de la grille de sélection, les modifications à l'offre de services aux immigrants, la reconfiguration des COFI, les réorientations des politiques et les cours de langue. De plus, cette enquête a servi largement à orienter l'enquête longitudinale sur les immigrants de Statistique Canada et à l'enquête pour le MRCI sur les demandeurs d'asile.

Analyse des trajectoires géographiques des immigrants

Une série de travaux reliés à la Banque de données longitudinales sur les immigrants (BDIM) et menée par Jean Renaud, Victor Piché et Jacques Ledent, en collaboration avec le groupe de Claude Langlois, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) responsable de la BDIM, mesure des flux entre les provinces et entre les régions métropolitaines des immigrants au fil des 16 premières années de séjour au Canada et fournit les premières analyses des grands déterminants individuels et contextuels (état différentiel des économies des provinces et des régions métropolitaines).

Ces travaux portant sur la mobilité interprovinciale des immigrants, vont avoir un énorme impact sur le partage des ressources entre les provinces. Les ressources fédérales sont, pour l'heure, surtout réparties en fonction des provinces de destination inscrites sur le visa et non pas en fonction des provinces de résidence réelles des immigrants. Le gouvernement fédéral étant dans un processus de transfert aux provinces des responsabilités liées à l'établissement des immigrants, une série d'ententes ont été signées et d'autres sont à prévoir. Dans ce contexte, il est indispensable de connaître le détail des migrations.

Volet vie de quartier, trajectoires résidentielles, réseaux sociaux et gestion des équipements collectifs

La gestion de la diversité à l'échelle des quartiers : des leçons à tirer

Coordonnatrice : Annick Germain (INRS-Urbanisation), en collaboration avec Martin Wexler (Service de l'habitation, Ville de Montréal)

Le projet se définit comme une activité de diffusion et d'animation permettant aux partenaires de mieux faire le lien entre les recherches et l'intervention dans les domaines de l'habitat et de la vie de quartier. À ce jour, trois journées d'échanges, réunissant chercheurs et intervenants municipaux préoccupés par la gestion de la diversité à l'échelle des quartiers, ont eu lieu. La première portait sur la cohabitation interethnique en HLM et les deux autres sur les équipements collectifs. Ces rencontres regroupaient une vingtaine de chercheurs et d'intervenants de la Ville de Montréal et d'autres villes de la région montréalaise (Saint-Laurent, Verdun).

Le rapport-synthèse sur la cohabitation interethnique en HLM peut être consulté (et téléchargé en format pdf) sur le site Web d'Immigration et Métropoles http://www.im.metropolis.net/frameset_f.html; les deux autres y figureront bientôt.

Analyse des processus de jumelage entre familles immigrantes et familles de la société d'accueil dans plusieurs régions du Québec

Chercheuses principales : Johanne Charbonneau et Francine Dansereau (INRS-Urbanisation); Michèle Vatz-Laaroussi (Université de Sherbrooke)

L'étude vise à déterminer les paramètres significatifs dans le développement positif ou négatif des expériences de jumelage entre nouveaux arrivants et familles de la société d'accueil; expériences menées dans le cadre de programmes d'intervention du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI). Ces programmes ont pour objectifs de favoriser l'accueil des immigrants (apprentissage du français, aide matérielle et adaptation sociale) ainsi que le développement de réseaux formels ou informels.

Le rapport final présente la typologie régionale des jumelages à Québec, Montréal, Saint-Jérôme et Sherbrooke; il établit les scénarios de jumelage au travers des processus d'organisation et de formalisation des expériences, ainsi que des représentations sociales et institutionnelles. Ce rapport est disponible en format pdf sur le site web à l'adresse : http://www.im.metropolis.net/frameset_f.html. Il est systématiquement présenté aux organismes intéressés et devrait aboutir à l'hiver 2001 à la création d'un outil didactique à l'intention des intervenants et des participants au jumelage.

Volet éducation et formation

Le présent volet poursuit un ample programme de recherche réparti en quatre axes (Éducation et mobilité sociale, Apprentissage de la langue et littéracie, Éducation civique et Éducation à la citoyenneté, Adaptation des institutions à la diversité). La liste de ses partenariats reflète clairement le caractère multidisciplinaire et interinstitutionnel des collaborations mises en place depuis cinq ans (par exemple, la Centrale de l'enseignement du Québec, le Programme de soutien, L'école montréalaise, Hydro-Québec, le ministère des Relations avec les Citoyens, le Centre des langues patrimoniales, les cégeps, etc.).

Ce processus de collaboration a donné lieu à de nombreux projets dont deux sont décrits ici : *Concentration ethnique et usages linguistiques en milieu scolaire* (McAndrew et Veltman, MRCI, MEQ, CLF; 1996-1999); *Maîtrise de la langue et cheminement scolaire des élèves allophones à risque dans trois cégeps francophones* (Armand, Lamarre, Lemay, Antoniadès, Chéhadé; 1996-2000).

Concentration ethnique et usages linguistiques en milieu scolaire

Chercheurs : Marie McAndrew (Université de Montréal) et Calvin Veltman (UQAM)

La recherche commandée par des partenaires (MRCI, MEQ et CLF) porte sur l'utilisation du français en milieu scolaire. Menée dans 20 écoles primaires et secondaires de l'île de Montréal qui expérimente une méthodologie novatrice, alliant l'observation qui met en contraste les perceptions des intervenants et des jeunes avec l'observation systématique de leurs usages linguistiques dans des situations de vie non formelles, la recherche a permis d'illustrer que la francisation en milieu scolaire montréalais va bon train. En effet, dans tous les milieux, le français dominait

nettement la plupart du temps et l'indice de force relative du français était supérieur au niveau de la francisation attendu par rapport à la composition ethnolinguistique de la clientèle.

Depuis sa publication, la recherche a fait l'objet de très nombreuses présentations auprès du public, d'universitaires nationaux et internationaux, de décideurs et d'intervenants et elle a reçu une forte couverture médiatique. Sa pertinence devrait resurgir à l'automne 2000 dans le contexte des États généraux qui se proposent précisément d'évaluer l'impact de quelque 25 ou 30 ans de la loi 101 sur la francisation effective des jeunes allophones. Par ailleurs, les données de cette recherche seront prises en compte au moment de la définition des actions devant découler de l'énoncé de politique sur l'intégration scolaire et l'éducation interculturelle du MEQ.

Maîtrise de la langue et cheminement scolaire des élèves allophones à risque dans trois cégeps francophones

Chercheuses : Françoise Arnaud et Patricia Lamarre (Université de Montréal); Mona Chéhadé et Denyse Lemay (Collège Bois-de-Boulogne); Éléonore Antomiadis (Cégep Marie-Victorin)

La présente recherche est le fruit d'un partenariat entre deux chercheuses du Centre Immigration et Métropoles, une conseillère pédagogique, une professeure du Collège de Bois-de-Boulogne et une professeure du Cégep Marie-Victorin. Le projet vise à sensibiliser les décideurs (MEQ et MRCI) aux difficultés en français des élèves allophones au collégial en l'absence de structures officielles d'aide à la francisation, telles qu'on les rencontre au primaire et au secondaire. L'étude a recueilli des données sur la réussite en français des élèves allophones à risque et sur leur cheminement au cégep. Elle a aussi proposé une formule d'intervention pédagogique afin d'en observer les effets. Ce projet s'inscrit dans la foulée de la politique d'intégration scolaire et d'éducation interculturelle du MEQ de 1998, qui a recommandé d'étendre l'action à cet égard au niveau collégial. Les multiples présentations et publications ont favorisé la prise de conscience sur la capacité des cégeps à favoriser la réussite scolaire et serviront à alimenter la réflexion dans la préparation des plans d'action des cégeps exigés par le MEQ.

Volet santé et services sociaux, sécurité publique, justice

Le trafic des êtres humains au Canada

Chercheuses : Jacqueline Oxman-Martinez (Université McGill) et Andrea Martinez (Université d'Ottawa)

La recherche sur le trafic des êtres humains au Canada s'inscrit au sein du Groupe de travail sur la criminalité transnationale du Réseau de recherche sur les défis et les possibilités de la mondialisation, du Secrétariat fédéral sur les politiques. Elle vise une synthèse des pratiques et enjeux politiques actuels des ministères et des organismes fédéraux en vue de la définition d'une stratégie fédérale de lutte contre le trafic des personnes. Déjà les chercheuses ont participé à une Table Ronde organisée par Condition féminine Canada, menant à des recommandations sur la prévention, la protection et la poursuite des débats. Les chercheuses participeront à la troisième Conférence nationale de la recherche sur les politiques, sur le crime national et ses impacts sur les politiques.

Enquête longitudinale nationale sur les enfants immigrants

Chercheuses : J. Oxman-Martinez (Université McGill), G. Legault (Université de Montréal) et S. Gravel (Direction de la santé publique de Montréal-Centre)

Le Centre de Montréal collabore à une étude longitudinale et comparative pancanadienne portant sur la santé physique et mentale et le développement des enfants immigrants et réfugiés de six villes au Canada : Toronto, Montréal, Edmonton, Calgary, Winnipeg et Vancouver. En collaboration avec les trois autres Centres Metropolis, cette étude permet de recueillir des données sur l'impact du statut d'immigrant/réfugié et du lieu de résidence sur la santé de ce groupe d'enfants. Il examine également les aspects du développement et les facteurs de risque et de protection, de racisme et de discrimination. Étant donné les liens étroits entre les chercheurs et les principaux partenaires (Direction de la santé publique de Montréal-Centre, CIC, Santé Canada, Patrimoine Canada et Statistiques Canada), les résultats auront des impacts sur les politiques publiques.

LE CENTRE D'EXCELLENCE CONJOINT POUR LA RECHERCHE SUR L'IMMIGRATION ET L'ÉTABLISSEMENT, TORONTO

Strangers Becoming Us quitte les ondes pour entrer dans les salles de classe

Il y a trois ans, Morton Beiser mettait au point sa série *Strangers Becoming Us* à l'intention de la station de radio CJRT. Ce projet a été financé par Citoyenneté et Immigration Canada, région de l'Ontario (OASIS). Cette émission radiophonique a reçu un tel accueil qu'on a assorti le projet d'un programme d'études en classe sur l'immigration pour les élèves de la 4 à la 6^e année. Ce projet a également mené à la mise au point de programmes interdisciplinaires pour les écoles secondaires et les universités.

En septembre, un programme de radiodiffusion sonore en dix volets a été élaboré par M. Beiser en étroite collaboration avec l'organisme sans but lucratif *Le Chaînon scolaire*, puis dispensé dans les écoles d'un bout à l'autre du pays. La série se présente sous forme d'une trousse d'émissions radiophoniques accompagnée d'un guide de l'enseignant destiné à renseigner les élèves sur les défis que doivent relever les immigrants et les réfugiés et sur leurs contributions particulières à la mosaïque canadienne. Ces renseignements y sont présentés de « manière amusante » un peu comme le jeu « Who Wants to be a Canadian? » dans lequel l'animateur Morton vérifie l'admissibilité des immigrants canadiens éventuels selon l'ensemble des critères à la base du système de points établi en 1967. Dans cette série, on aborde également des questions délicates sans jamais contourner les questions difficiles. La politique d'immigration antisémite du Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale est, par exemple, un fait historique que l'on évoque en donnant la parole à un immigrant juif de la période. Les enfants ayant des préoccupations touchant l'immigration se voient également accorder un temps d'antenne. On prend alors le temps de répondre à leurs questions.

Chaque émission de *Strangers Becoming Us* porte sur un thème différent. À titre d'exemple, l'épisode cinq se penche sur les quartiers où vivent les immigrants, alors que la neuvième porte sur la vie familiale. M. Beiser fait remarquer que les élèves de sixième année pourraient demain être chargés de l'élaboration des politiques d'immigration. Il n'est pas trop tôt pour montrer aux enfants qui fréquentent les écoles pourquoi le Canada est un pays d'immigration et pourquoi nous avons choisi de protéger les réfugiés.

Le Grand Nord? Une étude montre qu'au Canada, les nouveaux immigrants appartenant aux minorités visibles luttent pour survivre et ce, même en période de prospérité économique

En se penchant sur les données du recensement du Canada de 1986 et 1991, Edward Harvey a constaté certains faits inquiétants. Il a étudié de quelle façon les nouveaux immigrants se débrouillaient sur le plan économique les uns par rapport aux autres ainsi qu'en comparaison avec la population canadienne en général. Le fait que les immigrants récents aient moins bien réussi sur le plan économique que ceux qui vivent dans ce pays depuis déjà quelque temps n'étonne pas M. Harvey, puisqu'il faut 8 à 11 ans aux nouveaux immigrants pour s'adapter et parvenir à une égalité de condition avec les autres citoyens. M. Harvey et sa collaboratrice Kathleen Reil ont également constaté que la condition des immigrants appartenant aux minorités visibles était pire que celle d'autres nouveaux venus au Canada. Étant donné que les données du recensement de 1991 rendent compte d'une période de difficulté économique générale au Canada, M. Harvey a décidé de reprendre son analyse en utilisant cette fois les données du recensement de 1996 afin de voir quelles étaient les conditions vécues par les immigrants appartenant aux minorités visibles à leur arrivée au Canada.

« Nous avons constaté qu'entre 1991 et 1996, la situation s'est empirée pour les immigrants appartenant à des minorités raciales », déclare M. Harvey. Le pourcentage de ces immigrants vivant en deçà du seuil de la pauvreté a alors augmenté. Leurs revenus auraient en fait diminué pendant une période considérée par plusieurs comme étant une période de relative prospérité. Bien qu'une telle situation puisse nous amener à croire qu'il y a discrimination, M. Harvey fait remarquer que 70 % des nouveaux immigrants sont des minorités raciales et que cette situation dénote également un problème quant à la façon dont les immigrants sont traités en général. Ce problème est lié à de nombreux facteurs, fait remarquer M. Harvey. Il évoque à cet égard le fait que les nouveaux immigrants faisant partie des minorités visibles soient sous-employés et qu'il arrive souvent que leurs titres de compétences ne soient pas reconnus. Comment expliquer cette situation et que faire pour y remédier? Voilà deux questions d'importance primordiale pour M. Harvey.

« Il est malheureux que nous n'ayons pas mis en œuvre des programmes visant à tirer le meilleur parti possible de l'importation de travailleurs intellectuels à la faveur de l'immigration », a-t-il déclaré. M. Harvey souhaite examiner cette question plus en profondeur à partir des données de recherche. Il entend se pencher sur des professions précises, analyser les facteurs géographiques et introduire un élément du programme à l'étude afin de déterminer quels sont les services d'accueil qui fonctionnent bien. « Le moment ne pourrait être mieux choisi, puisque nous nous

heurtons actuellement à un problème et que nous devons l'aborder selon une approche systématique ». M. Harvey a présenté ses plus récentes conclusions lors de la conférence de Metropolis de novembre 2000. La recherche a été menée en partenariat avec COSTI, l'un des plus importants organismes de service aux immigrants (ONG) au pays. Les partenaires financiers et les prestataires de services d'accueil ont déjà commencé à tenir compte des conclusions de Harvey et il en a été fait état dans plusieurs revues universitaires, tribunes publiques, ateliers et documents de travail.

Les enfants vont bien, n'est-ce pas?

La New Canadian Children and Youth Study (NCCYS) rend compte de la santé, du degré d'adaptation et du développement psychosocial des enfants des immigrants et des réfugiés. Entre 1990 et 1995, quelque 300 000 enfants sont entrés au Canada, dont 25 % à titre de réfugiés parrainés par le gouvernement ou par des particuliers. À la fin des années 90, près de la moitié des enfants inscrits dans les écoles de Toronto n'étaient pas nés au Canada. Le Canada a toutefois une attitude étrangement ambivalente à l'endroit des enfants des immigrants et des réfugiés. D'une part, les Canadiens considèrent que les réalisations de ces enfants sur le plan scolaire et professionnel sont un important facteur du succès des politiques d'immigration du pays. D'autre part, ces enfants ont des besoins particuliers dont on ne tient pas compte suffisamment.

Le projet est ambitieux et a favorisé la collaboration entre les centres Metropolis à l'échelle pancanadienne. M. Morton Beiser est le chercheur principal du NCCYS et le directeur du projet à Toronto. Les directeurs de projet dans les autres sites sont : M^{me} Jacqueline Oxman-Martinez, Montréal; M^{me} Linda Ogilvie, Prairies et M. Robert Armstrong, Vancouver. Le NCCYS se concentre sur les enfants âgés de 4 à 6 ans et de 12 à 13 ans des familles d'immigrants et de réfugiés installées à Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary, Winnipeg et Vancouver. Les équipes de recherche ont, à titre d'essai, administré des questionnaires dans plusieurs communautés culturelles de ces villes. Afin de permettre l'établissement de comparaisons, le NCCYS s'appuie sur l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, une recherche portant sur la santé et le développement de 23 000 enfants, dont la plupart sont nés au pays. On a ajouté des questions à ce questionnaire afin de mesurer les effets du stress attribuable à l'expérience de l'immigration sur les enfants, tels que la discrimination et la formation de l'identité. On traitera des effets des traumatismes préalables à l'immigration en comparant les enfants des réfugiés aux enfants des immigrants. L'inclusion de groupes appartenant aux minorités visibles et non visibles permettra d'étudier les effets de la discrimination sur la santé mentale. Le NCCYS considérera également des facteurs tels que les bienfaits du soutien communautaire sur la santé mentale.

Le NCCYS a été conçu pour permettre des comparaisons entre les régions. Les échantillons sélectionnés dans chacun des centres comprendront des enfants provenant des trois pays qui ont fourni le plus d'immigrants ces dernières années (Hong Kong, Chine et Philippines). Les analyses qui en découleront permettront ainsi de mieux comprendre comment les différences régionales influencent la santé et le développement.

Le NCCYS est également conçu pour étudier des expériences spécifiques : par exemple, l'étude inclut des enfants immigrants et des réfugiés, des enfants vivant dans des communautés de minorités visibles, des enfants dont les familles sont installées dans des communautés ethniques bien établies et d'autres dans des communautés qui le sont moins ou qui n'ont pas de support.

En établissant un échantillon plus vaste des communautés d'immigrants, les chercheurs parviendront à des résultats de recherche quant aux politiques sur l'immigration et accroîtront l'efficacité des enquêtes portant sur la population dans son ensemble. Le NCCYS permettra de recueillir des renseignements qui nous aideront à élaborer des programmes répondant mieux aux besoins et aux aspirations des enfants des néo-Canadiens et de leurs familles.

À son concours de l'automne 2000, les Instituts de recherche en santé du Canada ont accordé à M. Beiser et à ses collègues une subvention portant sur les deux premières vagues d'enfants immigrants et réfugiés au Canada faisant l'objet de cette étude longitudinale.

Un livre se penche sur l'expérience des immigrants de Toronto, hier et aujourd'hui

Integrating Diversity est le premier livre qui, chapitre après chapitre, se penche sur la situation des immigrants de Toronto, hier et aujourd'hui. Ce projet s'inspire d'un ouvrage publié aux États-Unis, *Ethnic L.A.* « Nous l'avons intitulé *Integrating Diversity* parce qu'il suggère la réciprocité », explique le corédacteur M. Paul Anisef. Cet ouvrage se penche non seulement sur ce que Toronto doit faire pour faciliter l'immigration, mais également sur ce que les immigrants doivent faire pour s'intégrer à la culture de la ville.

Monsieur Anisef souligne que bon nombre de personnes ignorent que Toronto attire actuellement quelque 45 % des nouveaux venus au Canada. En d'autres mots, plus de 70 000 immigrants provenant de quelque 170 pays s'installent à Toronto chaque année. D'ici l'an 2001, les résidents qui ne sont pas nés au Canada seront majoritaires parmi la population de la Région du Grand Toronto. Bien que Toronto se soit considérablement diversifiée sur le plan culturel, aucun ouvrage de référence unique ne peut être recommandé à quiconque étudie Toronto et souhaite comprendre son évolution historique, la capacité de ses citoyens de s'adapter à une diversité culturelle croissante et à faire face aux défis que leur réservent les prochaines années.

Écrit par divers experts reconnus, le livre est publié par University of Toronto Press. À titre d'exemple, l'historien Harold Troper a rédigé le chapitre sur l'évolution de la politique d'immigration depuis la Deuxième Guerre mondiale. Clifford Jansen et Lawrence Lam ont traité des quarante dernières années. Se fondant sur les données de recensement, ils ont fait ressortir les grandes tendances démographiques. Un certain nombre de chercheurs ont analysé les changements survenus quant à la politique d'immigration et au statut socio-économique des nouveaux immigrants. Robert A. Murdie et Carlos Teixeira se sont penchés sur le logement et les quartiers et ont, pour ce faire, adopté une approche historique. D'autres chapitres portent sur l'éducation, les soins de santé et la collectivité dans son ensemble.

Fondé sur un projet de recherche élaboré conjointement par MM. Anisef et Michael Lanphier, le projet a reçu des fonds de démarrage de 20 000 \$ du CERIS, de même que 38 000 \$ de Patrimoine canadien.

Forum sur la politique publique en matière d'immigration et de santé

Étant donné les importants enjeux politiques en cause - lesquels ont fait l'objet d'une vaste couverture médiatique — le directeur du CERIS M. Morton Beiser, et le coordonnateur des études Winston Husbands ont organisé un forum public le 21 septembre 1999 :

L'immigration représente-t-elle une menace pour la santé publique?

Animateur : Morton Beiser, M.D., directeur du CERIS

Comité : Jay Keystone, M.D., , Unité des maladies tropicales, Hôpital général de Toronto
David Miller, conseiller, ville de Toronto
Margaret Wentz, chroniqueuse, *The Globe and Mail*
Haroon Siddiqui, rédacteur émérite, *The Toronto Star*
Ron St. John, Directeur, , Surveillance globale et épidémiologie, Santé Canada
Barbara Yaffe, M.D., directrice, Lutte contre les maladies transmissibles, Santé publique de Toronto

Plus de 80 personnes se sont rendues à ce forum afin de poser des questions du genre : « Que la recherche nous apprend-elle? », « Que dit-on au public? » Formé de professionnels de la santé, de représentants du gouvernement et de journalistes, le comité s'est surtout intéressé au thème de la couverture médiatique responsable. Les participants se sont dits satisfaits du large éventail de points de vue représentés par des spécialistes de ces questions controversées. L'importante couverture médiatique accordée à l'événement à la fois par les grands médias et les médias ethniques de Toronto, y compris la presse, la radio et la télévision, a confirmé la capacité du forum de rassembler des résultats de recherche et des avis d'experts et de faire en sorte qu'il en soit tenu compte dans le débat public entourant la question de l'immigration et de la santé publique. Un article paru dans le numéro du printemps 2000 de la *Ryerson Review of Journalism* intitulé « 600 Is Too Many: How the Press Used Four Boatloads of Chinese Migrants to Create an Immigration Crisis » met en lumière la qualité des débats tenus dans le cadre de ce forum, lesquels ont permis de faire échec à la désinformation entretenue lors des récentes campagnes médiatiques contre l'immigration.

Projet de sensibilisation aux renseignements touchant l'immigration

Bénéficiant d'un soutien financier supplémentaire de Patrimoine canadien au début de l'année 2000, le CERIS a mené à bien la deuxième phase du Immigration Information Outreach Project (IIOP). Le Centre de ressources du CERIS et le site Web permettent maintenant d'accéder à une quantité d'information à laquelle il était auparavant difficile ou impossible d'accéder. Cette information est d'un très grand intérêt pour les chercheurs du domaine de l'immigration. Des

ajouts importants ont été apportés au fonds de documents de recherche sur l'immigration non publiés et à circulation limitée que l'on trouve dans le Centre de ressources du CERIS. De plus, le catalogue du fonds est maintenant accessible en direct et il sera périodiquement mis à jour. Un autre volet essentiel de ce travail a été l'élargissement des fonds de la Bibliothèque virtuelle du CERIS, l'accent étant mis désormais sur les documents de travail et les rapports de recherche. On a également recensé les thèses rédigées par des étudiants et portant sur des aspects de l'immigration et elles sont maintenant accessibles en direct. On a balayé certains documents de recherche importants sur l'immigration et auxquels il est difficile d'accéder afin de les afficher dans le site. Le plus important résultat de l'IIOP a été le lancement de la mégabase de données du CERIS qui constitue une source d'information unique et facilement accessible sur l'immigration; elle est reliée à quelque 50 bases de données mises à jour par des universités, le gouvernement et des partenaires de la collectivité dans la Région du Grand Toronto. Cette mégabase de données comprend des données du recensement, des bases de données du CIC, des ensembles de données d'enquête, des bases de données d'organismes municipaux et de services ainsi que des données démographiques agrégées sur la clientèle, de même que les bases de données autorisées de Metropolis.

CENTRE D'EXCELLENCE DES PRAIRIES POUR LA RECHERCHE EN IMMIGRATION ET EN INTÉGRATION

Volet social et culturel : À l'été 1998, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) et le centre des Prairies ont cofinancé une étude sur l'expérience vécue par des réfugiés lors de leur réinstallation en Alberta. Cette étude a été menée sous la direction de Baha Abu-Laban, Tracey Derwing et Harvey Krahn, lesquels ont bénéficié de l'aide de deux étudiants diplômés, Lori Wilkinson et Marlene Mulder. Dans cette étude, on s'est penché sur les expériences des réfugiés qui se sont réinstallés dans des centres urbains moins importants de l'Alberta de 1992 à 1997. Depuis de nombreuses années, CIC, à la demande du gouvernement de l'Alberta, incite des réfugiés à se réinstaller à Edmonton, Calgary, Lethbridge, Red Deer, Medicine Hat, Grande Prairie et Fort McMurray. Cette étude porte principalement sur les expériences des réfugiés réinstallés dans des collectivités plus petites. On a, à des fins de comparaison, réutilisé les groupes témoins d'Edmonton et de Calgary. En dépit de la longue histoire de la réinstallation de réfugiés nouvellement arrivés dans les petites collectivités de l'Alberta, on ne dispose que de très peu de renseignements quant à la façon dont ces réfugiés se sont adaptés à leur nouveau milieu. On ne sait pas non plus s'ils sont demeurés dans cette collectivité plus d'une année.

On a mené des entrevues auprès d'un échantillon de plus 600 réfugiés réinstallés dans cinq petites collectivités de l'Alberta de même qu'à Edmonton et Calgary. Les résultats montrent clairement que les petits centres urbains de l'Alberta, c'est-à-dire ceux dont la population varie de 30 000 à 60 000 habitants — ont été en mesure de garder les réfugiés bien au-delà de la première année. Cette conclusion a d'importantes incidences quant à l'influence de la politique publique sur la répartition géographique des immigrants et des réfugiés en dehors des six plus importantes villes du Canada, lesquelles accueillent actuellement plus de 75 % des nouveaux arrivants.

Cette étude était assortie d'un certain nombre de recommandations précises touchant les politiques à mettre en œuvre dans les domaines de la réinstallation, des services d'accueil, de l'emploi et des coûts des réfugiés. Les résultats de l'étude et les recommandations de principe ont été communiqués aux responsables de l'élaboration des politiques, aux fournisseurs de services et aux chercheurs. L'étude aurait eu des incidences concrètes sur l'élaboration des politiques à Ottawa et dans les régions.

Volet de l'éducation : Au cours des quelques dernières années, Citoyenneté et Immigration Canada a modifié en profondeur le processus d'accès à la citoyenneté. Il a notamment modifié les modalités de demande, éliminé bon nombre de postes de juge de la citoyenneté, introduit un test à choix multiples et repensé la cérémonie de la citoyenneté elle-même. Afin d'évaluer l'incidence de ces changements sur l'éducation à la citoyenneté, les chercheurs du centre des Prairies (Tracey M. Derwing, Kama Jamieson et Murray J. Munro) ont recensé les programmes de citoyenneté en vigueur d'un bout à l'autre du pays afin d'établir des comparaisons. Ils ont observé la même méthode que celle utilisée dans une étude menée par le Secrétariat d'État quelque dix ans plus tôt. Dans l'étude menée actuellement, on constatait qu'un nombre beaucoup moins élevé de programmes était maintenant offert aux adultes immigrants que par le passé. Depuis la dernière étude, la portée des programmes d'éducation à la citoyenneté est demeurée la même ou a été réduite. Les chercheurs ont formulé quelques très importantes recommandations touchant la politique de l'éducation à la citoyenneté à l'intention des immigrants adultes.

Mené il y a deux ans, un projet de recherche intitulé « Cultural Conversations: Diverse Culture, Complex Teaching » sous la direction de Terry Carson et d'Ingrid Johnston, a donné lieu à la production d'une vidéocassette et d'un manuel vidéo sur l'éducation des enseignants. Les enseignants s'en sont servis pour animer des discussions et susciter une réflexion sur la culture de l'enseignement. Dans la vidéocassette, on soulève des questions quant à la façon très complexe dont les Canadiens comprennent l'enseignement multiculturel; on y met en lumière les initiatives menées par trois écoles partenaires et leur approche particulière de la diversité culturelle; on y présente les idées de futurs enseignants, d'éducateurs enseignants, de chercheurs, de dirigeants communautaires, d'administrateurs d'école, d'enseignants, de parents et d'élèves touchant la culture et l'enseignement. La vidéocassette et le manuel qui l'accompagne ont eu des effets très positifs sur la formation des enseignants, sur l'élaboration des programmes d'études ainsi que sur la gestion de la diversité en salle de classe.

Volet économique : Les recherches menées dans ce domaine ont souvent fait appel aux statistiques officielles, telles que les données de recensement du Canada, les données de la base de données de l'immigration et EDTD. Ce genre de recherche a permis des avancées remarquables sur le plan de la conception et de la sophistication statistique, de sorte que les résultats des recherches actuelles sont plus valides que ceux obtenus par le passé.

La recherche menée par Peter Li a montré que les immigrants avaient un revenu équivalent ou supérieur à celui de leurs homologues nés au pays et de la même origine raciale. Toutefois, après avoir isolé des facteurs tels que le capital humain, les différences quant à l'échelle urbaine (CMA) et le taux de chômage, tous les groupes d'immigrants gagnaient moins que leurs homologues nés

au pays. Li a également constaté que l'écart de revenu entre ces deux groupes s'était élargi de 1980 à 1995. Shiva Halli a poussé plus loin ces conclusions en se concentrant sur le problème de la pauvreté parmi les immigrants. Il a constaté que, parmi les immigrants, les taux de pauvreté étaient supérieurs à ceux observés parmi les non-immigrants et que certains groupes d'immigrants, en particulier les minorités visibles, accusaient des taux de pauvreté supérieurs aux autres. Utilisant le même comité qu'EDTD, Derek Hum et Wayne Simpson ont montré que les minorités visibles constituaient un groupe hétérogène aux fins de l'élaboration des politiques et que les hommes appartenant aux minorités visibles, en particulier les Noirs, étaient désavantagés sur le plan des salaires par rapport aux non-immigrants.

Les recherches portant sur le volet économique ont d'autres incidences pour l'élaboration des politiques. À titre d'exemple, la recherche suggère que les politiques axées sur l'idée d'enrichir le capital humain en accueillant davantage d'immigrants devaient être contrebalancées par des politiques visant à améliorer les conditions du marché de sorte que les immigrants puissent tirer pleinement parti de leurs talents et de leur potentiel. La législation actuelle sur l'équité en matière d'emploi ne peut traiter adéquatement le problème de reconnaissance des titres auxquels les immigrants font face parmi la main-d'œuvre du Canada. À maintes reprises, le centre de recherche des Prairies a montré qu'il était nécessaire de disposer d'un système efficace qui puisse traiter promptement et de façon juste et équitable le problème de la reconnaissance des titres et des qualités (voir le travail réalisé par Gurcharn Basran et Li Zong). Les secteurs public et privé, de même que les associations professionnelles (ou d'agrément), devraient participer à la résolution du problème de la reconnaissance des titres et qualités. Les résultats de ces études ainsi que leurs incidences sur la politique ont fait l'objet d'une diffusion très large. Bien que l'on ne puisse, d'un trait magique, éliminer le problème, les responsables de l'élaboration des politiques commencent à saisir quelques-uns des aspects mis en lumière par cette recherche.

Volet de la santé : Les chercheurs du centre des Prairies ont effectué beaucoup de recherches dans le domaine de la santé. Les lieux à partir desquels les recherches ont été menées ainsi que les répondants sont variés, les méthodes utilisées sont également variées, mais les études portent essentiellement sur l'état de santé des immigrants et des réfugiés et sur leur accessibilité aux services de santé. Les résultats cumulatifs convergent sur certains aspects importants de la prestation de soins de santé, notamment l'importance du régime alimentaire et des facteurs socioculturels et économiques (emplois) comme déterminants de l'état de santé (David Young et Denise Spitzer); l'importance de la « compétence multiculturelle » de la part des professionnels de la santé et des bénévoles, l'importance des réseaux communautaires et de la coordination des services et la nécessité d'intervenir en cas de crise chez les personnes ayant subi des traumatismes ou de la torture (Nancy Arthur) et enfin, les avantages découlant du recours à des infirmiers et infirmières minoritaires pour les populations minoritaires (Linda Ogilvie et des collaborateurs de Capital Health Authority, Edmonton). Comme les partenaires communautaires ont participé à toutes ces études, les résultats ont eu des incidences concrètes et positives à l'échelle locale, dans tous les endroits où des recherches ont été menées tant sur l'état de santé des immigrants que sur les pratiques des professionnels de la santé et des organismes de service.

Diffusion : Les chercheurs du centre des Prairies ont, de diverses manières, contribué à la diffusion des résultats des recherches (p. ex., par la voie d'Internet, des contacts personnels avec les responsables de l'élaboration des politiques, des fournisseurs de services, des déjeuners-conférences, des conférences et des publications dans les revues universitaires ou sous forme de livre). L'un des points saillants a été la publication d'une revue de recherche orientée sur les politiques, *Journal of International Migration and Integration* (JIMI), mise de l'avant par le centre des Prairies. On a commencé à publier cette revue trimestrielle à l'hiver 2000. Cette revue est de portée internationale et elle bénéficie du soutien de l'équipe du projet Metropolis ainsi que d'autres centres, de même que du Comité directeur international de Metropolis. L'équipe du projet Metropolis, CIC et les autres partenaires financiers fédéraux de Metropolis considèrent que cette revue témoigne avec éloquence de la réussite des volets nationaux et internationaux du programme Metropolis.

Annexe 5

GESTIONNAIRES DES CENTRES METROPOLIS

RECHERCHE SUR L'IMMIGRATION ET L'INTÉGRATION DANS LES MÉTROPOLIS (RIIM)

RESEARCH ON IMMIGRATION AND INTEGRATION IN THE METROPOLIS (RIIM)

M. Don DeVoretz, Codirecteur
Centre d'excellence Metropolis
Département d'économie
Simon Fraser University
888, University Drive
Burnaby, BC V5A 1S6
Tél. : (604) 291-4660
Télec. : (604) 291-5336
Courriel : devoretz@sfu.ca

M. David Ley, Codirecteur
Centre d'excellence Metropolis
Département de géographie
1984 Mall Ouest
University of British Columbia
Vancouver, BC V6T 1Z2
Tél. : (604) 822-3268
Télec. : (604) 822-6150
Courriel : davidley@unixg.ubc.ca

M^{me} Linda Sheldon, Gestionnaire de projet
Centre d'excellence Metropolis
Département d'économie
Simon Fraser University
Burnaby, BC V5A 1S6
Tél. : (604) 291-4575
Télec. : (604) 291-5336
Courriel : linda_sheldon@sfu.ca

PCERII

CENTRE D'EXCELLENCE DES PRAIRIES POUR LA RECHERCHE EN IMMIGRATION ET EN INTÉGRATION

PRAIRIE CENTRE OF EXCELLENCE FOR RESEARCH ON IMMIGRATION AND INTEGRATION

M. Baba Abu-Laban, Directeur
Centre d'excellence des Prairies
pour la Recherche en
Immigration et en intégration
1-17 Humanities Centre
University of Alberta
Edmonton, AB T6G 2E5
Tél. : (780) 492-7888
Télec. : (780) 492-2594
Courriel : abulaban@gpu.srv.ualberta.ca

M^{me} Kelly McKean
Coordonnatrice administrative
Centre d'excellence des Prairies
pour la Recherche en
Immigration et en intégration
1-17 Humanities Centre
University of Alberta
Edmonton, AB T6G 2E5
Tél. : (780) 492-0898
Télec. : (780) 492-2594
Courriel : kmckean@gpu.srv.ualberta.ca

I & M

IMMIGRATION ET MÉTROPOLIS : CENTRE DE RECHERCHE INTERUNIVERSITAIRE DE MONTRÉAL SUR L'IMMIGRATION, L'INTÉGRATION ET LA DYNAMIQUE URBAINE
IMMIGRATION AND METROPOLIS: MONTRÉAL CENTRE FOR INTER-UNIVERSITY RESEARCH ON IMMIGRATION, INTEGRATION AND URBAN DYNAMICS

M^{me} Marie McAndrew

Université de Montréal
3744, rue Jean-Brillant
C.P. 6128, succ. Centre-Ville
Montréal, QC H3C 3J7
Tél. : (514) 343-7246
Télé. : (514) 343-7078
Courriel : mcandrew@ere.umontreal.ca

M^{me} Tuyet Trinh Thi

Coordonnatrice
Centre d'excellence Metropolis
Université de Montréal
3744, rue Jean-Brillant
5^e étage, pièce 550
(courrier régulier : C.P. 6128, succ. Centre Ville)
Montréal, QC H3C 3J7
Tél. : (514) 343-6111, ext. 3722
Télé. : (14) 343-7078
Courriel : trinh@magellan.umontreal.ca

CERIS

CENTRE D'EXCELLENCE CONJOINT POUR LA RECHERCHE EN IMMIGRATION ET EN INTÉGRATION

JOINT CENTRE OF EXCELLENCE FOR RESEARCH ON IMMIGRATION AND SETTLEMENT

M^{me} Marie Truelove, Présidente
Conseil d'administration du CERIS
School of Applied Geography
Ryerson Polytechnic University
350, rue Victoria
Toronto, ON M5B 2K3
Tél. : (416) 979-5000, poste 6232
Télé. : (416) 979-5362
Courriel : mtruelov@acs.ryerson.ca

M. Morton Beiser, Directeur - CERIS
David Crombie Professor of Cultural
Pluralism and Health
Department of Psychiatry and Toronto
Centre for Addiction and Mental Health
250, rue College
Toronto, ON M5T 1R8
Tél. : (416) 979-4988
Télé. : (416) 979-0564
Courriel : Morton_Beiser@camh.net

M. Paul Anisef, Directeur adjoint
Centre d'excellence Metropolis
Département de sociologie
Université York
353, York Lanes
4700, rue Keele
North York, ON M3J 1P3
Tél. : (416) 736-2100, poste 20574
Télec. : (416) 736-5752
Courriel : anisef@yorku.ca

M. Ted Richmond
Coordonnateur administratif
Centre d'excellence Metropolis
246, rue Bloor ouest, 5^e étage
University of Toronto
Toronto, ON M5S 1V4
Tél. : (416) 946-3114
Télec. : (416) 971-3094
Courriel : t.richmond@utoronto.ca

M^{me} Kenise Murphy-Kolbride
Directrice adjointe - CERIS
Department of Early Childhood Education
Ryerson Polytechnic University
350, rue Victoria
Toronto, ON M5B 2K3
Tél. : (416) 979-5339
Télec. : (416) 979-5239
Courriel : Kilbride@acs.ryerson.ca

ÉQUIPE DE PROJET METROPOLIS

M. Meyer Burstein
Chef de direction
Citoyenneté et Immigration Canada
Tour Jean Edmonds Sud
18^e étage, Section B
65, avenue Laurier ouest
Ottawa, ON K1A 1L1
Tél. : (613) 957-5971
Télec. : (613) 957-5968

Annexe 6

MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR DE L'ÉVALUATION

France Landriault (coprésidente)
Politique, planification et relations
internationales
Conseil de recherches en sciences humaines
du Canada (CRSH)
350, rue Albert, C.P. 1610
Ottawa (Ontario) K1P 6G4
Tél. : (613) 992-5125
Télé. : (613) 992-2803
Courriel : france.landriault@crsh.ca

Elizabeth Ruddick (coprésidente)
Directrice, Examen ministériel
Citoyenneté et Immigration Canada
365, avenue Laurier ouest
Tour Jean-Edmonds sud, 18^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 1L1
Tél. : (613) 957-5907
Télé. : (613) 957-5936
Courriel : er@8754bss.cina.cic.x400.gc.ca

Mireille Leblanc et Marjolaine Schaan
Examen ministériel, Patrimoine canadien
15, rue Eddy
Hull (Québec) K1A 0N5
Tél. : (819) 994-5480
Télé. : (819) 994-7080
Courriel : schaan.marjolaine@pch.gc.ca

Silvia Olivares-Guevarra
Agente principale d'évaluation
Division de la planification stratégique
et de l'évaluation
Santé Canada
400, rue Cooper, 2^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0K9
Tél. : (613) 957-3897
Télé. : (613) 952-9660
Courriel : silvia_olivares-guevara@hc-sc.gc.ca

Ging Wong, Directeur
Évaluations stratégiques et surveillance
Développement des ressources humaines Canada
Poste actuel : Directeur et conseiller principal
Initiative de recherche sur les politiques
Bureau du Conseil privé
56, rue Sparks, 1^{er} étage
Ottawa (Ontario) K1P 5A9
Tél. : (613) 992-3704
Télé. : (613) 995-6006
Courriel : g.wong@prs-srp.gc.ca

André Bernier
Agent principal d'évaluation, Examen ministériel
Citoyenneté et Immigration Canada
365, avenue Laurier ouest
Tour Jean Edmonds sud, 18^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 1L1
Tél. : (613) 957-5925
Télé. : (613) 957-5936
Courriel : Andre.Bernier@8754bss.cina.cic.x400.gc.ca

Robert Lalande
Agent principal d'évaluation
Politique, planification et relations
internationales
Conseil de recherches en sciences humaines
du Canada (CRSH)
350, rue Albert, C.P. 1610
Ottawa (Ontario) K1P 6G4
Tél. : (613) 992-1504
Télec. : (613) 992-2803
Courriel : robert.lalande@crsh.ca

Gordana Krcevinac
Agente principale des programmes
Division des subventions stratégiques
Conseil de recherches en sciences humaines
du Canada (CRSH)
350, rue Albert, C.P. 1610
Ottawa (Ontario) K1P 6G4
Tél. : (613) 992-4227
Télec. : (613) 992-1787
Courriel : gordana.krcevinac@crsh.ca

Annexe 7

MEMBRES DES ÉQUIPES CHARGÉES DE VISITER LES LIEUX DANS LE CADRE DES EXAMENS D'ÉTAPE

Montréal, les 25 et 26 mai 1999

Ann Denis (présidente)
Département de sociologie
Université d'Ottawa
Ottawa (Ontario) Canada

François Crépeau
Département des sciences juridiques
Université du Québec à Montréal
Montréal (Québec) Canada

Marco Martiniello
Centre d'études de l'ethnicité et des migrations
Université de Liège
Liège, Belgique

Claude Larose
Directeur, Politiques et programmes
de francisation
Ministère des Relations avec les citoyens et de
l'Immigration du Québec (MRCI)
Montréal (Québec)
Canada

Toronto, les 4 et 5 juin 1999

Stephen McBride (président)
Département de science politique
Simon Fraser University
Burnaby (Colombie-Britannique) Canada

Min Zhou
Département de sociologie
University of California at Los Angeles
(UCLA)
Los Angeles, Californie, É.-U.

Roberta Russell
Directrice
Division de la recherche et des statistiques
Justice Canada
Ottawa (Ontario) Canada

Lydio F. Tomasi
Centre for Migration Studies of
New York Inc.
Staten Island, New York, É.-U.

Vancouver, les 10 et 11 juin 1999

Raymond Breton (président)
(Professeur honoraire)
Département de sociologie
University of Toronto
Toronto (Ontario) Canada

John Mercer
Département de géographie
Syracuse University
Syracuse, New York, É.-U.

Fernando Mata
Agent de recherche stratégique
Patrimoine canadien (Multiculturalisme)
Hull (Québec) Canada

B. Lindsay Lowell
Directeur de recherche
Institute for the Study of International
Migration
Georgetown University
Washington DC, É.-U.

Edmonton, les 18 et 19 juin 1999

Ted Wall (président)
Département d'éducation physique
Université McGill
Montréal (Québec) Canada

Vic Satzewich
Professeur adjoint
Département de sociologie
McMaster University
Hamilton (Ontario) Canada

Rudolph J. Vecoli
Département d'histoire et directeur du
Immigration History Research Center
University of Minnesota
St. Paul (Minnesota) É.-U.

Martha Justus
Directrice de recherche
Politique stratégique, planification et recherche
Citoyenneté et Immigration Canada
Ottawa (Ontario) Canada

CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES DU CANADA

Savoir c'est comprendre

Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) est un organisme fédéral autonome qui appuie la recherche et la formation avancée en milieu universitaire dans les sciences humaines et en fait la promotion. Constitué par une loi du Parlement en 1977, le CRSH est dirigé par un Conseil de 22 membres qui rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de l'Industrie.

La recherche subventionnée par le CRSH alimente des pensées novatrices portant sur des questions concrètes, notamment : l'économie, l'éducation, les soins de santé, l'environnement, l'immigration, la mondialisation, les langues, l'éthique, la paix, la sécurité, les droits de la personne, le droit, la pauvreté, les communications de masse, la politique, la littérature, la toxicomanie, la culture populaire, la sexualité, la religion, les droits des peuples autochtones, le passé et notre avenir.



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada

350, rue Albert
C.P. 1610
Ottawa, ON K1P 6G4
Canada

Tél. : 613.992.0691
Télec. : 613.992.1787
Internet : www.sshrc.ca